

Clarté



Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!



**Harper
et les conservateurs!
Hors d'Afghanistan!
Hors du Parlement!**

Sommaire :

LES MESQUINERIES De HARPER	page 3
Opposons-nous à la campagne raciste contre les immigrantes/ants	page 3
Non aux "Certificats de sécurité! Non au projet de Loi C-3".....	page 6
Socialisme – Une étape de la lutte. La signification du parti communiste comme organisation révolutionnaire	page 7
Notre choix aujourd'hui : le socialisme ou l'extinction.....	page 10
La nouvelle année commence et la lutte continue.....	page 12
Le Rapport Manley appuie les pressions visant à étendre la "mission" en Afghanistan.....	page 14

Sur l'Internet:
www.pcq.communist-party.ca

La direction du Parti communiste examine les défis que la classe ouvrière canadienne devra relever en 2008

Rapport de la Réunion du Comité central du Parti communiste du Canada tenue le 8 et le 9 décembre 2007

Si, le plus souvent, le tourbillon d'activités politiques ralentit en décembre, ce n'est sûrement pas le cas cette année. Tous les regards du monde étaient tournés vers le Venezuela et vers la Russie le 2 décembre, puis vers Bali, où la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques allait débiter le lendemain. Ici même, au Canada, les principales nouvelles portaient sur les témoignages qui devaient avoir lieu à Ottawa relativement au scandale impliquant Karlheinz Schreiber, et, le 7 et le 8 décembre, sur la Réunion du Conseil des Travailleurs canadiens de l'automobile à Toronto, où la direction du syndicat avait adopté l'entente controversée avec l'entreprise Magna, malgré l'opposition farouche qui s'est

manifestée tout au long d'une journée entière de débats.

Vers la même période, durant la fin de semaine du 8 et du 9 décembre, le Comité central (CC) du Parti communiste du Canada (PCC) a tenu sa seconde réunion de 2007. Les membres du CC ont également fêté le 90ème anniversaire de la Grande révolution socialiste d'Octobre 1917 dans la grande salle du Syndicat des métallos de Toronto.

La réunion du Comité central a débuté par le rapport sur la situation internationale et nationale, qui a été présenté par le leader du Parti, Miguel Figueroa. Ce document fait ressortir les récents événements survenus dans le cadre des luttes de classe tels que les mouvements de grève généralisée en France et en Égypte, et que la victoire de la campagne électorale menée en Australie qui a défait le premier ministre de droite John Howard.

Miguel Figueroa a souligné le fait que ces événements surviennent dans un contexte de graves bouleversements au sein de l'économie des États-Unis, qui ont des répercussions dans le reste du monde.

«La crise des liquidités survenue en août aux États-Unis a d'abord été qualifiée de phénomène limité au marché local des hypothèques», a rappelé Figueroa. Mais les pertes dues à la contraction du crédit ont été évaluées à plus de 500 milliards de dollars, et le nombre de maisons saisies aux États-Unis a grimpé rapidement. Le statut du dollar états-unien continue de décliner et «l'arrivée d'une crise et d'une récession d'une certaine ampleur semble inévitable.»

Abordant la situation au Moyen-Orient, Figueroa a prévenu que les récentes négociations de paix ne seront fructueuses que si les conditions assurant une paix juste et durable

seront instaurées dans la région, entre autres le retrait d'Israël de tous les territoires occupés, le démantèlement du "mur de l'Apartheid" et des colonies d'Israël en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza; la libération des prisonniers politiques palestiniens; le droit de retour des populations déplacées depuis 1948; la restitution de la partie Est de Jérusalem ou l'établissement d'une «ville ouverte» ayant une administration conjointe; et d'autres mesures permettant l'existence d'une Palestine viable, véritablement indépendante et souveraine.

Lançant un appel à la solidarité avec le peuple palestinien, Figueroa a souligné que «nous devons exiger que le dur virage pro-israélien que la politique étrangère canadienne a subi soit renversé».

Au sujet des troubles politiques
,(suite à la page 2)

La direction du Parti communiste examine les défis que la classe ouvrière canadienne devra relever

(suite de la page 1)

qui secouent le Pakistan, Figueroa a indiqué que le Parti communiste appuie les revendications des forces progressistes de ce pays pour la pleine restauration des droits démocratiques et pour la tenue d'élections vraiment libres.

Figueroa a présenté les grandes lignes de la situation complexe de la Russie. Le parti «Russie unie» de Poutine a manipulé les élections du 2 décembre, obtenant ainsi plus de 64% des votes et 315 sièges à la Douma. Le Parti communiste de la Fédération de Russie s'est classé deuxième avec 11,6% des votes.

Le régime de Poutine, a dit Figueroa, «représente surtout les secteurs dominants de la bourgeoisie russe, qui ont constitué leurs fortunes en pillant les biens du peuple après le renversement du socialisme». Le gouvernement, a-t-il continué, «essaie, d'une part, d'être admis dans les cercles impérialistes et, d'autre part, de s'opposer à ce qu'il considère, avec raison, être les visées hégémonistes des États-Unis sur la Russie».

Au Venezuela, a poursuivi Figueroa, par un résultat très serré du référendum sur les amendements constitutionnels du 2 décembre, la Révolution bolivarienne a subi un revers mais nullement une "blessure mortelle", contrairement à ce que prétend l'impérialisme états-unien. Le gouvernement proposait l'adoption d'une vaste série de mesures constitutionnelles progressistes, entre autres, la gratuité et l'universalité de l'éducation universitaire, la diminution de la semaine de travail à 36 heures et l'accroissement de l'importance des instances de «pouvoir populaire» basées sur la communauté et sur les «conseils de travailleurs».

Les résultats, a-t-il affirmé, «confirment l'analyse du Parti communiste du Venezuela» (PCV), qui a fourni un grand appui à la campagne du «Oui», tout en prévenant que certaines propositions étaient mal formu-

lées. Selon le PCV, la Révolution bolivarienne se trouve actuellement à une étape principalement démocratique et anti-impérialiste.

Au sujet de la conjoncture du pays, Figueroa a signalé que le Canada sera durement frappé par la crise généralisée que connaît l'économie états-unienne, «particulièrement dans le secteur manufacturier, qui chancelle sous le coup de la désindustrialisation des dernières années». Depuis 2002, presque 300 000 emplois dans ce secteur ont disparu.

Alors que les taux officiels de chômage restent bas et que les exportations de marchandises augmentent, a-t-il dit, la chute de l'indice composite de dix importants indicateurs économiques depuis le début de l'année 2007 annonce des temps difficiles. La plupart des nouveaux postes vacants ont trait à des emplois mal rémunérés, temporaires et à temps partiel, et l'écart entre, d'une part, les riches et, d'autre part les travailleuses/eurs et les pauvres du Canada s'accroît rapidement.

Figueroa a souligné le fait que la croissance phénoménale du secteur énergétique dans l'Ouest du Canada aura «des conséquences très profondes et à long terme» sur les régions affectées, sur l'économie du pays et sur l'environnement. Cette question sera le sujet principal d'un rapport spécial qui sera étudié à la prochaine réunion du Comité central, qui devrait avoir lieu au printemps 2008.

En ce qui concerne la conjoncture politique fédérale, Figueroa a signalé le fait que «de nombreux facteurs ont changé depuis octobre» et que «dans le cercle intime de Harper tout air de supériorité a disparu». Le scandale Schreiber/Mulroney s'ajoute aux bilans catastrophiques des conservateurs relativement à l'environnement, à la «mission» militaire en Afghanistan qui n'avance pas, aux indices qui montrent le développement de la pauvreté, la perte d'emplois dans le secteur manufacturier, la détérioration de l'infrastructure urbaine, alors que les

profits des grandes entreprises montent et s'affaissent comme les vagues d'une mer houleuse. Tels sont quelques-uns des facteurs qui ont placé les conservateurs sur la défensive».

Dans son rapport, Figueroa dénonce avec véhémence les manifestations croissantes de racisme et de xénophobie dans l'ensemble du pays, et, entre autres, le tollé préparé de toutes pièces sur le vote des femmes voilées et le débat sur les "accommodements raisonnables" au Québec, qui est devenu une tribune pour des personnes intolérantes.

Une partie essentielle du rapport du Comité central est consacrée à la situation du mouvement ouvrier et syndical, a été présentée par Sam Hammond, président de la Commission syndicale du Parti (Voir des extraits de la page 6). Elle qualifie l'entente signée par la direction des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) avec l'entreprise Magna Corp. d'«entente qui abandonne le droit de grève et qui remplace le système de représentation des travailleurs par eux-mêmes, basé sur la confrontation et propre à la tradition militante indépendante, par le système de partenariat au sein de l'entreprise, basé sur l'efficacité, la productivité et la collaboration entre les deux parties qui s'engagent à suivre le programme de l'entreprise».

Dans son rapport, Hammond souligne avec joie le fait qu'au cours du récent Congrès de la Fédération des travailleuses/eurs de l'Ontario, de profonds débats ont eu lieu au sein du mouvement ouvrier et syndical, et le fait que le «Caucus pour l'action», de gauche, a augmenté son influence. Encourageant les syndicalistes communistes et de gauche à développer et la mobilisation, et le programme relativement à d'autres stratégies pour les travailleuses/eurs, Hammond a déclaré que les négociations de 2008 entre les TCA et les Trois grands fabricants d'automobiles constitueront un test crucial sur l'unité de la classe ouvrière, qui est engagée dans la lutte totale contre les concessions.

Le rapport principal s'est terminé par une vue d'ensemble sur toute cette année de travail consacrée à la cons-

truction du Parti communiste. Il souligne l'augmentation des demandes d'adhésion reçues par courriel, et la fondation de plusieurs nouvelles cellules du Parti. Figueroa a insisté sur le fait que «nous devons considérer la croissance du Parti comme étant la tâche la plus essentielle» pour l'avancement des luttes de classe et des luttes démocratiques. Il a présenté le plan de la campagne en vue du recrutement, de l'accroissement du tirage, de la diffusion et de la vente des publications du Parti, de l'amélioration de son site Internet et de la préparation aux élections fédérales si attendues en 2008. La campagne publique «Jetons les conservateurs de Harper dehors!», lancée par le Parti, se poursuivra en 2008, et de nouveaux matériaux publicitaires seront produits à cet effet en janvier.

Au cours des deux journées de réunion du Comité central, les 25 membres de ce dernier ont tenu des débats approfondis sur le rapport présenté, particulièrement sur la situation internationale et sur les développements au sein du mouvement ouvrier et syndical. Le rapport a été adopté unanimement, ce qui reflète le niveau élevé d'unité qui existe au sein du Parti sur les défis cruciaux auxquels font face la classe ouvrière et les mouvements démocratiques.

Un autre rapport crucial a été présenté au Comité central par Johan Boyden, dirigeant de la Ligue de la jeunesse communiste (LJC) sur le mouvement de la jeunesse et sur la LJC. Le Congrès central de 2007 du Parti a accordé une grande priorité au travail de construire la LJC et à l'aide que les camarades doivent y consacrer. La LJC poursuit le recrutement de membres et fonde de nouvelles cellules dans tout le Canada. Boyden a souligné le rôle grandissant que joue la LJC au sein du mouvement étudiant et de celui des jeunes travailleuses/eurs, entre autre dans le cadre des campagnes pour l'augmentation du salaire minimum et dans la lutte militante et déterminée que mènent les étudiants du Québec contre l'augmentation des frais de scolarité.■

Le PCQ en quelques mots

Le Parti communiste du Québec est un parti voué à la défense des intérêts de la classe ouvrière. Ses membres sont actifs au sein des syndicats, des organisations communautaires et populaires, auprès des jeunes, du mouvement des femmes et des organismes de solidarité internationales.

Les rangs du PCQ sont ouverts à tous ceux et celles qui veulent lutter contre l'exploitation, contre toutes les formes d'injustice, en particulier l'oppression du peuple québécois et des nations autochtones, pour l'abolition du système capitaliste, pour son remplacement par le socialisme et ultimement par le communisme. Pour parvenir à ces objectifs, nous croyons essentiel que la classe ouvrière s'unisse et conquière, en alliance avec les autres couches exploitées de la population, le pouvoir politique.

Les membres du PCQ font

également partie du **Parti communiste du Canada (PCC)**. Le PCQ possède cependant un statut particulier au sein du PCC. Ce statut découle de la reconnaissance au sein du mouvement communiste du fait national québécois.

Depuis sa fondation, en 1921, le Parti communiste a accumulé une grande expérience. Son histoire est intimement liée à de nombreuses avancées des mouvements ouvrier et populaire.

Joignez-vous à un parti qui met au premier plan les intérêts du peuple, avant les profits des entreprises.

Joignez vous à un parti dont les différentes composantes, d'un bout à l'autre du pays, œuvrent sans relâche pour contrer le discours néolibéral, pour favoriser le développement d'un mouvement de riposte et faire progresser le combat social.

Contactez-nous!

Clarté

**Prolétaires de tous les pays,
peuples et nations opprimés.
Unissez-vous**

Rédacteur en chef: Robert Luxley

3981, av. Barclay, app. 5
Montréal (Québec) Canada H3S 1K9
Téléphone : (514) 737-7817
Courriel : pueblo@sympatico.ca

Clarté est publié par
Les «Éditions Clarté»



La reproduction des articles et des photos est autorisée(et même encouragée) à condition d'en mentionner la source.
Dépôt légal Bibliothèque Nationale, 2004.

Imprimé par les travailleuses et travailleurs syndiqués de
l'Imprimerie Payette & Simms

Les articles non signés expriment le point de vue de l'organisation.
Les articles signés sont personnels.

Nous invitons nos lecteurs et lectrices à nous écrire
Collaborateurs et collaboratrices: Pierre Bibeau, Robert Luxley, Paul Fougère, Fabiola Mella, William Sloan,
Traducteurs: Antonio Artuso, Normand Raymond et William Sloan.
Infographie: Sylvain Archambault, Antonio Artuso et Normand Raymond.

Éditorial

LES MESQUINERIES DE HARPER

Éditorial de l'édition du 16-31 janvier 2008 du People's Voice

Le « programme de soutien aux industries en difficulté » de Stephen Harper est une manœuvre politique et non un effort sérieux de s'attaquer à la crise du secteur manufacturier au Canada ainsi qu'à la perte de centaines de milliers d'emplois. Si Harper se souciait vraiment des pertes d'emplois dans les villes mono-industrielles, il agirait dès maintenant plutôt que de conditionner ce fonds d'aide d'un milliard de dollars à l'adoption de son prochain budget fédéral et plutôt que de l'étirer sur une période de trois ans. Les surplus budgétaires de plusieurs milliards d'Ottawa

wa doivent être utilisés immédiatement pour résoudre la crise plutôt que d'attendre encore pendant plusieurs mois.

En fait, ces surplus budgétaires fédéraux ont été pris directement dans les poches de la génération précédente de la classe ouvrière au Canada. Les gouvernements conservateurs et libéraux qui se sont succédés au Parlement ont rendu de plus en plus difficile pour les travailleuses et les travailleurs mis au chômage de pouvoir bénéficier de l'assurance-chômage, au point où maintenant moins de 40% d'entre eux réussissent à être éligibles pour recevoir des prestations. Les surplus de plus de 50 milliards de dollars alors accumulés dans le fonds

de l'assurance-chômage ont été transférés dans les revenus généraux du gouvernement, lui permettant ainsi de donner aux riches d'énormes réductions d'impôt pendant que les programmes sociaux eux, étaient coupés.

Regardons seulement l'industrie forestière. Durant les neuf premiers mois de 2007, il y a eu 6 559 travailleuses et travailleurs mis-à-pied et 54 moulins fermés. Cette industrie qui emploie directement plus de 300 000 personnes a été dévastée par la baisse du marché américain et la hausse du dollar canadien. L'accord sur le bois d'œuvre a déjà fait perdre 1,5 milliard de dollars et 10 000 emplois aux communautés dépendantes de cette indus-

trie. Un milliard de dollars restera donc bien insuffisant pour compenser les pertes subies par les travailleuses et les travailleurs forestiers.

Au contraire, le Canada a besoin de politiques pour satisfaire les besoins du peuple ; il a besoin d'en finir avec l' « intégration continentale » sous la domination des États-Unis ; il a besoin de mesures urgentes en vue de protéger et de développer les industries productrices de marchandises, les pierres angulaires de notre économie ; il a besoin d'une législation empêchant les fermetures d'usines et les mises-à-pied massives. ■

Opposons-nous à la campagne raciste contre les immigrantes/ants

Projet de résolution spéciale - Comité central, Parti communiste du Canada, le 8 et le 9 décembre 2007

Le Comité central du Parti communiste du Canada et le Comité exécutif national du Parti communiste du Québec sont profondément inquiets des récentes tentatives visant à susciter un climat de racisme et de haine contre les immigrantes/ants à travers le Canada. Plusieurs manifestations de cette campagne raciste se sont produites durant les récentes audiences de la Commission sur les "accommodements raisonnables" au Québec, dans l'affaire fabriquée de toute pièce concernant le vote de musulmanes et aussi lorsque qu'une minorité d'officiels de sports amateurs ont voulu bannir des athlètes qui portent un voile sur la tête pour des raisons religieuses.

De plus en plus, des points de vue racistes et hostiles aux immigrantes/ants sont mis de l'avant déguisés en défense du sécularisme et du droit des femmes à l'égalité. En vérité, de telles positions ne servent qu'à isoler et à marginaliser les groupes minoritaires, incluant les femmes de couleur, qu'on prétend protéger, en essayant de leur imposer les valeurs culturelles soi-disant supérieures de la majorité de la société.

Par exemple, aucun groupe musulman n'a demandé que des femmes voilées aient le droit de voter sans montrer leur visage (un droit existant déjà pour les Canadiennes qui peuvent voter par correspondance). Mais ce faux "problème" est utilisé pour cacher le véritable scandale à l'effet que les changements réalisés au cours des dernières années en matière de procédures et de règlements électoraux (tels que l'exigence nouvelle de montrer une pièce d'identité comprenant une photo et une adresse) ont créé une crise telle qu'un nombre pouvant aller jusqu'à un million de Canadiennes et de Canadiens pourraient ne pas pouvoir voter si des élections fédérales étaient déclenchées aujourd'hui. De même, il n'y a aucune raison logique de prétendre que le port d'un foulard sur la tête présenterait un quelconque danger pour des joueuses de «soccer» ou pour d'autres types d'athlètes et il n'existe aucun règlement contre cela dans la plupart des sports. Mais néanmoins, quelques arbitres et

quelques juges de compétitions sportives ont quand même décidé de leur propre chef, de promouvoir la haine et les divisions en expulsant arbitrairement des compétitions les athlètes musulmanes.

Au Québec, le besoin urgent de dialogue à propos du racisme et du sexisme a été utilisé à mauvais escient par certaines/ains participantes/ants dans le cours des événements autour de la Commission sur les "accommodements raisonnables", en faisant la promotion de concepts racistes selon lesquels les groupes minoritaires prétendument "arriérés" comme les Musulmans devraient adopter la "culture de la majorité (blanche occidentale)" et avançant l'idée fausse que la "raison" serait une propriété de l'État. En faisant du soi-disant "problème" d'un petit nombre de femmes volées un objet de préoccupation, on détourne l'attention de l'influence perverse du racisme et du sexisme à travers toute la société. Les médias anglophones du Canada ont profité de ces manifestations de racisme au Québec, pour répandre l'idée erronée que l'idéologie raciste serait un problème exclusif du Québec considéré "arriéré". En fait le racisme existe bien ailleurs qu'au Québec. Soulignons par exemple cette réalité qui existe de longue date à travers tout le Canada de brutalité policière contre les peuples autochtones et contre les immigrantes/ants, ainsi que la non-reconnaissance des droits nationaux des peuples autochtones.

Le Parti communiste du Canada a de quoi être fier de sa longue histoire de lutte pour la séparation de l'Église et de l'État ainsi que pour sa position selon laquelle les fonds publics ne devraient pas être utilisés pour subventionner des systèmes d'écoles religieuses privées. Nous luttons pour des politiques qui permettent une plus grande inclusion et l'égalité au sein de la société canadienne des minorités opprimées et des femmes et nous nous portons à la défense de leurs droits. Nous considérons la montée de forces racistes et anti-immigrantes comme un phénomène extrêmement dangereux, qui ne peut que diviser les travailleuses/eurs et affaiblir notre résistance collective face aux attaques dirigées par les grandes entreprises contre les programmes sociaux et les droits à

l'égalité. Au lieu de promouvoir l'égalité, les attaques contre la décision personnelle prise par certaines femmes de porter un foulard, un voile ou d'autres symboles religieux permettent davantage aux forces impérialistes de promouvoir la guerre et la répression.

Le Parti communiste du Canada et le Parti communiste du Québec presse le mouvement syndical et toutes les forces progressistes et démocratiques pour qu'ils organisent une campagne puissante et unifiée permettant de s'opposer à la campagne hystérique de haine et pour qu'ils exigent plutôt une action urgente afin de combattre les problèmes pressants de pauvreté, de violence, de criminalisation et de racisme auxquels font face les groupes minoritaires et les femmes de couleur au Canada aujourd'hui. ■



Commission sur les accommodements raisonnables au Québec

RACISME PARIZIONNISTE

Le groupe trotskiste ultranationaliste des Parizionnistes Comiques du Québec, le soi-disant PCQ, n'est pas toujours drôle. Durant les débats sur les accommodements raisonnables, son premier administrateur, rédacteur en chef, président, directeur général et grand chef suprême, anciennement communiste, y est allé de plusieurs commentaires racistes publiés sur leur site web. Selon lui, les accommodements raisonnables « ça n'a plus d'allure », il ne les trouve pas raisonnables du tout.

Voyant une menace pour la nation dans les coutumes et pratiques religieuses des minorités et des immigrants, le chef Parizeau a critiqué les Libéraux et le PQ de ne pas mettre leurs culottes assez vite et l'ADQ de les mettre uniquement par opportunisme électoral. Cherchant à être reconnu dans les milieux souverainistes comme un nationaliste pur et dur, il a aussi critiqué Bernard Rioux du périodique électronique souverainiste *Presse-toi à gauche* d'être trop prudent et réservé dans ses commentaires sur la question, comme toute la gauche en général qu'il a accusé d'avoir trop de scrupules à se prononcer catégoriquement contre les accommodements qui selon lui mettent en danger les valeurs québécoises, en particulier la laïcité des

institutions et l'égalité des hommes et des femmes.

Mais où sa dérive ultranationaliste s'est le mieux illustrée c'est lorsqu'il a attaqué notre dénonciation de la campagne raciste autour de la question du droit de vote des femmes voilées contre lequel il s'insurge féroce­ment au nom de la défense des lois du Québec et contre les lois fédérales. Attaquant du même souffle le Parti communiste révolutionnaire pour avoir rappelé la nécessité pour les révolutionnaires de défendre l'unité de la classe ouvrière, Pourizeau ne se sent pas du tout mal à l'aise du fait de se retrouver pourtant dans le même litier que l'ADQ ou le groupe néo-nazi «Aryan Guard» qui manifestait Dimanche le 14 octobre 2007 sur les marches de l'Hôtel de ville de Calgary contre le droit de vote des femmes voilées.

Des membres de la communauté musulmane ont à juste titre dénoncé le racisme de Parizeau auprès de Québec Solidaire, rappelant qu'il fut malheureusement un de ses candidats lors des dernières élections québécoises. L'opportunisme crasse à la base de sa soudaine conversion nationaliste en 2004 n'a sûrement pas fini de l'amener dans des dérivés spectaculaires. ■

Invalidation de la Loi 30 au Québec : LE GOUVERNEMENT VA EN APPEL

Le gouvernement Charest a décidé de porter en appel la décision de la juge Claudine Roy de la Cour Supérieure du Québec qui annulait une décision de la Commission des relations du travail du 23 mars 2005 lui donnant raison concernant sa loi 30, qui annulait « toutes les ordonnances et décisions rendues après cette date en application de cette loi et concernant les nouvelles unités de négociation », et déclarait « inconstitutionnelle et invalide la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales et modifiant la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

des infirmières et des infirmières auxiliaires. Alors que l'employeur préfère les unir puisqu'elles travaillent au sein des mêmes équipes pour s'occuper des patients, elles s'opposent sur plusieurs questions relativement à leurs conditions de travail.

Le gouvernement avait plaidé que selon lui, l'atteinte au droit d'association était minimale. Mais « Le Tribunal est d'avis contraire : l'atteinte n'est pas minimale. L'ampleur des mesures législatives dépasse les objectifs visés. Tout comme la Cour suprême dans *Health Services*, le Tribunal est d'avis ici que « [c]e projet de loi représentait une importante mesure législative dans le domaine du



Jean Charest,
Premier ministre du Québec
Parti Libéral du Québec

*rence est substantielle : elle est importante et influence le droit à une négociation collective menée de bonne foi. Dans *Health Services*, la Cour suprême du Canada se réfère à une étude doctrinale pour cerner le contenu des protections du droit international. Cette étude indique que le niveau des négociations ne doit pas être imposé unilatéralement par la législation et que les limitations au contenu des négociations collectives futures ne sont admissibles, après consultations des personnes impliquées, qu'à titre exceptionnel et pour une durée limitée. »*

La juge Roy suspendait l'effet de son jugement pour une période de 18 mois, afin de permettre au gouvernement de rajuster le tir et de se conformer à la Charte des droits. Mais plutôt que d'accepter l'invitation des syndicats de négocier de bonne foi, le gouvernement a préféré porter le jugement en appel, question d'étirer le temps où il pourra maintenir des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs sous le joug d'une loi déclarée par la Cour « anti-démocratique » et considérée par l'Organisation mondiale du Travail contraire aux règles et aux accords internationaux. Il faut vraiment mépriser profondément la classe ouvrière pour faire une telle chose.■



sujets d'importance étaient négociés à l'échelle de la province. La Loi oblige maintenant les parties aux conventions collectives à négocier 26 sujets à l'échelle locale. La réorganisation de la négociation à l'échelle locale oblige les syndicats à former des agents négociateurs et à repenser leurs méthodes de négociation. Imposer le niveau de négociation sur certains sujets constitue une ingérence de l'État dans la négociation collective. De l'avis du Tribunal, l'ingé-

28^{ème} Congrès de la FTQ : Henri Massé passe aux aveux

Manifestations d'employé(e)s du réseau de la santé

S'appuyant sur la décision de la Cour Suprême du Canada de juin 2007, dans l'arrêt *Health Services and Support - Facilities Subsector Bargaining Assn. c. Colombie-Britannique*, la juge Roy conclut que « la Loi constitue une ingérence de l'État dans la négociation collective, puisqu'elle ne permet plus aux employés qui le désirent de s'unir, comme bon leur semble, pour former une association qui veillera sur ce qu'ils considèrent être des intérêts communs et parfois, force même l'union entre salariés qui ont des intérêts opposés. »

Comme nous l'avons indiqué dans les pages de Clarté, la juge stipule que « le législateur utilise sa **logique organisationnelle** (nous soulignons) dans la composition des unités de négociation. Mais les associations et les unités de négociation n'existent d'abord et avant tout pour structurer les négociations des conditions de travail et non pour permettre aux employeurs de structurer les associations selon leur logique organisationnelle. Le meilleur exemple pour illustrer ce propos est la jonction dans une même unité de négociation

travail. Il était susceptible d'avoir un effet dramatique et exceptionnel sur les droits des employés. Pourtant le gouvernement l'a adopté en sachant parfaitement que les syndicats s'opposaient fortement à de nombreuses dispositions de ce projet, sans envisager d'autres moyens qui lui auraient permis d'atteindre son objectif et sans soigneusement concevoir pour atteindre les objectifs tout en empiétant le moins possible sur la liberté d'association. » La juge en concluait que : « • plusieurs dispositions de la Loi constituent une ingérence substantielle dans le processus de négociation des conventions collectives et influencent le droit à une négociation collective menée de bonne foi; • l'atteinte à la liberté d'association n'est pas juste et raisonnable dans une société libre et démocratique. » (Nous soulignons)

Au même effet, concernant la négociation de 26 matières de la convention collective que le gouvernement avait référé d'autorité au niveau local, la juge déclarait : « Même si les parties pouvaient en convenir autrement, pratiquement parlant, avant l'adoption de la Loi, tous les

Dans son discours d'ouverture du 28^{ème} congrès de la FTQ, le président sortant, Henri Massé a avoué finalement avoir « torpillé » en 2004 le projet d'une « grève sociale » contre les attaques anti-ouvrières et la batterie de lois anti-syndicales du gouvernement Charest. Se félicitant même de ce qu'il appelle son indépendance d'esprit, il a présenté les choses ainsi :

« Mais surtout, nous n'hésitons pas à prendre des positions qui ne sont pas dans l'humeur du jour, qui transcendent les modes et la rectitude politique. Ça nous a valu des

accusations très dures d'avoir torpillé des mouvements de protestation ou des mouvements initiés par certains haut-parleurs de la société. Il y a quelques années, nous avons été collectivement fusillés sur la place publique quand nous avons décliné la proposition d'une grève sociale qui ressemblait à un leurre inatteignable, pouvant causer une démobilisation dévastatrice dans nos rangs. Conservons donc cette indépendance de jugement et ce pragmatisme qui nous permettent d'évoluer en gardant toujours les deux pieds bien sur terre. »

À la fin de 2003, sollicité par la direction de la CSN afin de faire front commun, l'exécutif de la FTQ avait proposé à son conseil général de refuser d'appuyer globalement le plan d'action mis de l'avant par la CSN, qui incluait une grève sociale de 24 heures. Mais les délégués-es au conseil, grâce à des interventions militantes, comme celle de Jean Lapierre du syndicat des Cols bleus de Montréal, rejetèrent la proposition de l'exécutif et adoptèrent au contraire d'embarquer dans le plan d'action. Parmi les éléments de ce plan d'action, il y avait une journée de perturbation nationale à la fin de 2003, une manifestation-monstre le 1^{er} mai 2004, et les délégués de la FTQ conservaient en perspective le projet de grève sociale. (Suite à la page 5)



Henri Massé,
ex-président de la FTQ

La CSN et la FTQ en campagne contre le financement privé en santé



«Le but est de faire passer le message auprès de la population et des membres CSN avant la sortie du rapport Castonguay qui devait être remis au gouvernement autour du 20 décembre, puis dont la remise a finalement été reportée en février 2008.»

par Pierre Bibeau

Alors que le gouvernement libéral mettait sur pied un comité cet automne pour évaluer le financement futur et actuel de la santé au Québec (présidé par Claude Castonguay), plusieurs incartades venaient s'ajouter au financement public de la santé tel que connu jusqu'à maintenant : l'arrêt Chaoulli et l'adoption de la loi 33 sur l'ouverture complet au secteur privé dans certains domaines; la surfacturation de cliniques privées actuelles; les rumeurs voulant que l'hôpital Sacré-Cœur signent une entente de partenariat (un genre de PPP) avec le centre de chirurgie RocklandMD (le tout sous l'œil approbateur du ministre Couillard) et finalement, la tenue d'un Davos de la santé à Saint-Sauveur organisé par le Collège des médecins (à 4552 \$ l'inscription) dont le président, Yves Lamontagne, est un partisan avoué de plus de privé en santé.

Comme on peut le constater, le bateau que constitue le financement public dans la santé prend l'eau au Québec, les fuites sont nombreuses et difficiles à colmater. C'est dans ce contexte que la CSN présentait un plan de campagne contre le financement privé en santé au conseil fédéral de septembre dernier. Cette campagne voulait d'abord toucher ses propres membres et spécialement ceux qui n'œuvraient pas directement dans la santé. Parallèlement, on souhaitait aussi « mobiliser largement contre cette offensive » tout l'appareil CSN.

Le but est de faire passer le message auprès de la population et des membres CSN avant la sortie du rapport Castonguay qui devait être remis au gouvernement autour du 20 décembre, puis dont la remise a finalement été reportée en février 2008.

En rétrospective

Plusieurs activités étaient prévues : distribution de feuillets explicatifs, visites des syndicats (plus de 300 syndicats CSN auraient été visités), manifestations de toutes sortes et la signature d'une pétition. Le tout était accompagné par un discours public et par la recherche d'alliance de tous les horizons.

Cette campagne eu un écho plus que symbolique : outre les médias qui reprennent le discours officiel de la présidente, des médecins, des universitaires, des acteurs sociaux et même des éditorialistes ont repris la balle au bond et fait avancer un discours différent qui peu se résumer ainsi : « oui il y a des problèmes, de l'inquiétude quant au financement du système public de santé mais sa privatisation n'est pas la solution; des solutions doivent être trouvées à l'intérieur du système public ». Les objectifs de campagne furent donc rejoints et même dépassés. Pendant ce temps, l'Institut Économique de Montréal et tous les Chaoullis, Castonguay et RocklandMD de ce monde ont encaissé le coup, ce qui ne les a pas empêchés de fonctionner, business as usual... On attend la réplique qui

devrait venir avec la sortie du rapport Castonguay.

Par ailleurs, plusieurs centaines de personnes ont répondu à l'appel et manifesté contre le « Davos de la santé » sous l'égide pompeux « les meilleurs rencontrent les meilleurs ». Les médecins semblent également avoir remis à l'ordre leur président, Yves Lamontagne, qui ne se permet plus des déclarations publiques en faveur du privé mais adopte un discours sur ce sujet plus timoré voire ambiguë. Une job de bras semble avoir eu lieu à l'interne...

Autre signe que la campagne CSN va bien, la FTQ se décide à faire front commun avec elle et refuse ainsi d'être mise sur la touche. D'ailleurs la FTQ se joindra à la CSN et aura la responsabilité de faire signer la pétition auprès de ses membres.

Une deuxième phase est prévue

Essentiellement, pour la deuxième phase de la campagne, outre la signature de la pétition, la poursuite de la sensibilisation des syndicats et la campagne de publicité, on prévoit des assemblées publiques en régions, la visite de députés, « une réponse dans les grandes émissions d'affaires publiques » au rapport Castonguay mais l'événement majeur sera l'organisation, sous la coordination de la solidarité santé, d'un forum qui doit réunir les groupes et personnes qui appuient le système public de santé et qui ont des solutions à proposer. Un genre de « Porto Allegre » du

printemps pour contrer le « Davos de la santé » de l'automne. Le tout devrait coïncider également avec la remise du rapport Castonguay.

Il manque au plan des actions de masse, le débat semble se confiner entre spécialistes et notre crainte réside dans le fait que la population reste spectatrice. Même si on gagnait le débat, il n'est pas dit que le financement de la santé resterait dans le giron du domaine public. Selon nous, il aurait été opportun de prévoir au minimum un point de ralliement comme une manifestation nationale (ce pourrait le 1^{er} mai prochain) bien que lorsque la question fut posée en conseil confédéral, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, nous répondit que ce plan pouvait être ajusté en fonction de la conjoncture.

Quand même, le tout semble prometteur, les résultats sont probants jusqu'à maintenant mais comme nous le disions, il faudra faire plus pour reculer l'offensive des capitalistes (soient-ils médecins) sur l'alléchant créneau que constitue le système de santé. Déjà plus de 30 % de celui-ci est privatisé et cette part augmente petit à petit. Le grand coup que souhaiterait voir les compagnies d'assurance ne se produira peut-être pas à brève échéance, mais seulement le fait de voir s'émietter notre système public de santé nous renvoie avant les années soixante et est un recul important pour les travailleurs-euses et la population en général. ■

28^{ème} Congrès de la FTQ (suite de la page 4)

la direction de la CSN afin de faire front commun, l'exécutif de la FTQ avait proposé à son conseil général de refuser d'appuyer globalement le plan d'action mis de l'avant par la CSN, qui incluait une grève sociale de 24 heures. Mais les délégués-es au conseil, grâce à des interventions militantes, comme celle de Jean Lapierre du syndicat des Cols bleus de Montréal, rejetèrent la proposition de l'exécutif et adoptèrent au contraire d'embarquer dans le plan d'action. Parmi les éléments de ce plan d'ac-

tion, il y avait une journée de perturbation nationale à la fin de 2003, une manifestation-monstre le 1^{er} mai 2004, et les délégués de la FTQ conservaient en perspective le projet de grève sociale.

Se voyant dépassé par la base, Massé décida alors de radicaliser son discours, laissant même entendre que la FTQ pourrait faire la « grève sociale » non seulement 24 heures, mais même plusieurs jours et qu'elle pourrait même la faire « seule » si jamais les autres organisations syndicales ne voulaient pas suivre. En réalité Massé cherchait à se maintenir au gouvernail

du mouvement pour mieux le faire échouer.

C'est ce qu'il réussit à faire finalement. Afin de calmer la colère de la population, le gouvernement avait décidé d'organiser des sommets régionaux pour se montrer plus « consultatif ». Devant cette manœuvre cousue de fils blancs, la majorité des organisations syndicales décidèrent de boycotter ces sommets, sauf la direction de la FTQ. A la suite de ces consultations-bidon, Massé a alors déclaré que les lois anti-syndicales adoptées par le gouvernement étaient insuffisantes pour justi-

fier une grève sociale et que la FTQ en abandonnait définitivement le projet. Comme la CSN avait obtenu de la majorité de ses syndicats un mandat de grève sociale conditionnel à l'existence d'un front commun intersyndical, la grève n'eut donc jamais lieu.

Ce ne sera pas la seule fois où Massé aura fait preuve de son « indépendance », que ce soit à l'endroit du mouvement ouvrier, du mouvement étudiant ou des mouvements sociaux et populaires... A contrario, on ne peut pas en dire autant en ce qui concerne les patrons et les gouvernements. ■

NON AUX "CERTIFICATS DE SÉCURITÉ! NON AU PROJET DE LOI C-3!

Résolution adoptée par le Comité central du Parti communiste du Canada les 8 et 9 décembre 2007

Le Parti communiste du Canada dénonce le projet de loi C-3 proposé par le gouvernement conservateur pour réintroduire les "certificats de sécurité", une des plus importantes procédures soi-disant "antiterroristes", qui violent les libertés civiles et les droits démocratiques au Canada.

En février, la cour suprême du Canada a établi à l'unanimité que les dispositions des "certificats de sécurité" enfreignent la Charte des droits et libertés du Canada. La Charte établit en effet que «toute personne a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité personnelle, et a le droit de ne pas en être privé à moins de l'être conformément aux principes fondamentaux de justice». Les "certificats de sécurité" permettent à l'État canadien d'emprisonner pour une durée indéterminée des citoyens/ennes étrangères/ers en tant que "terroristes présumés" sans leur donner le droit d'entendre le procès mené contre eux. Après la décision de février 2007, la plupart des cinq hommes détenus en vertu des "certificats de sécurité", Hassan Almrei, Mohammad Mahjoub, Mahmoud Jaballah, Mohamed Harkat et Adil Char-kaoui, ont finalement été libérés du

"Guantanamo du Nord", surnom donné au Centre de détention de l'immigration de Kingston, mais sous des conditions de libération extrêmement restrictives, entre autres des règlements onéreux de détention à domicile.

Malheureusement, au lieu d'abolir les "certificats de sécurité", la cour suprême a donné au Parlement un délai de un an pour adopter une procédure n'enfreignant pas la Charte. Huit mois plus tard, les conservateurs de Harper ont répondu aux exigences de la cour en ne faisant que le strict minimum pour protéger les droits judiciaires des personnes accusées. Le projet de loi C-3 créerait la catégorie des "avocats spéciaux", qui auraient le droit d'examiner les preuves secrètes contre des accusés et de demander à un juge la permission de rencontrer ces clients, mais qui n'auraient toujours pas le droit de dévoiler en détail les accusations portées. Agissant clairement dans le but de réduire toute opposition possible au projet de loi C-3, les conservateurs ont d'abord présenté ce dernier au sénat plutôt qu'à la chambre des députés, comptant sur le fait que plusieurs sénateurs libéraux veulent des mesures réduisant les droits civils et les libertés démocratiques.

Le Parti communiste du Canada se joints aux nombreuses autres organisa-

tions qui continuent de faire campagne pour mettre fin aux attaques de l'État contre les droits des immigrants et des citoyens étrangers vivant au Canada. Nous exigeons le retrait du projet de loi C-3 et l'abolition des "certificats de sécurité" sous quelque forme que ce soit car de telles mesures réduisent ou éliminent des droits de la personne et des libertés civiles pour les minorités racialisées de la société canadienne. Nous exigeons la levée immédiate de toutes les conditions imposées aux cinq détenus en vertu des "certificats de sécurité" et le respect de leur droit à des procès justes et ouverts. Nous demandons la cessation de toute procédure de déportation contre les cinq, des déportations de personnes à des lieux de torture et la fermeture du "Guantanamo du Nord".

Le gouvernement conservateur, appuyé par de nombreux libéraux, essaie de faire en sorte que la généralisation actuelle des violations des droits de la personne et des libertés civiles devienne la "norme acceptable". En transformant les citoyens de certains secteurs de la société en boucs émissaires, ce processus mine et affaiblit les droits de toutes et tous les citoyennes/ens du Canada, entre autres les travailleuses/eurs, les membres des nations autochtones, les immigrantes/

ants et les autres groupes racialisés, ainsi que les personnes qui s'opposent aux politiques de droite mises de l'avant par les gouvernements néolibéraux pour servir les intérêts des grandes entreprises. N'ayez aucun doute que si les "certificats de sécurité" ne sont pas abolis, cette mesure draconienne s'étendra et permettra à l'État d'emprisonner arbitrairement des citoyennes/ens canadiennes/iens en vertu de preuves et d'accusations déclarées "secrètes".

Toute personne éprise de démocratie et de liberté a le devoir de résister à cette attaque. Nous demandons instamment à tous les partis siégeant au Parlement de rejeter le projet de loi C-3 en tant que tentative inacceptable de maintenir le régime des "certificats de sécurité". Si le Parlement adopte le projet de loi C-3, il faudra alors combattre en cour la loi adoptée comme étant contraire à la Charte des droits et libertés. Il est nécessaire, avant et pendant la période électorale attendue pour bientôt, de consacrer le maximum d'efforts pour dénoncer les députés et les sénateurs qui appuient le projet de loi C-3 et pour défaire les conservateurs de Harper, force dirigeante de cette attaque contre les droits civils et les libertés démocratiques.■

FIASCO DU CANADA À BALI IL FAUT DÉFAIRE HARPER ET LES ÉCO-CRIMINELS MAINTENANT!

Déclaration du Comité exécutif central du Parti communiste du Canada adoptée le 15 décembre 2007

En résistant au progrès qui consiste à adopter un plan d'action mondial contre les changements climatiques catastrophiques, plan qui est d'une urgence critique, les conservateurs de Harper sont en train de donner rapidement au Canada la réputation mondiale d'être un pays dirigé par des éco-criminels. Il n'est, en effet, pas exagéré d'affirmer qu'en essayant de saboter la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Bali du 3 au 14 décembre, le premier ministre Harper et le ministre de l'Environnement John Baird ont commis un grave crime contre l'humanité. Mais heu-

reusement, dans un sursaut de colère généralisée, les Canadiennes/iens et les peuples du monde ont forcé Baird à retirer les objections formelles à l'appel lancé à la Conférence pour que les pays riches réduisent les émissions de gaz à effet de serre au cours de la prochaine décennie d'une quantité variant entre 25 et 40%.

La plupart des 190 pays représentés au Sommet de Bali y étaient venus pour établir une entente visant à mettre fin aux catastrophiques changements climatiques. Mais au lieu de coopérer à cette tâche historique, les conservateurs de Harper se sont rangés du côté des États-Unis, du Japon, de l'Arabie saoudite et d'un nombre réduit de pays afin d'empêcher la signature d'un accord en vue d'une réduction importante des émissions.

Le Canada a même reçu le prix de pays "fossile" quant aux changements climatiques.

Bien qu'ils constituent un gouvernement minoritaire au Parlement et que les Canadiennes/iens et les autres peuples se manifestent contre leurs politiques, les conservateurs de Harper n'écoutent que les exigences des grands monopoles du pétrole et de l'impérialisme états-unien. La position de Harper est que le Canada refusera tout objectif important de réduction des émissions de gaz à effet de serre à moins que tous les pays développés et en voie de développement n'y participent. Cette attitude hypocrite est une ruse pour rejeter la responsabilité du Canada en cette matière sur d'autres pays. Le récent Programme de développement des Nations Unies montre que le Canada est un «cas extrême» illustrant le proverbe «Les grands diseurs ne sont pas les grands faiseurs», et que les Canadiennes/iens se classent au deuxième rang quant au bilan carbone par habitant/ant, immédiatement après les États-Unis. De plus, à la dernière réunion du Commonwealth en Uganda, Stephen Harper a bloqué un projet d'accord demandant aux pays développés de respecter des limites aux émissions de gaz à effet de serre.

Les émissions augmentent rapidement dans certains pays en voie de développement, mais au cours des deux derniers siècles, ce sont les pays capitalistes développés qui ont été les grands responsables de ce problème, et ce sont eux qui en ont profité davantage. En appuyant l'exploitation maximale des sables bitumineux de l'Alberta et l'exportation de ses vastes ressources énergétiques vers les

Etats-Unis, le gouvernement Harper enchaîne le Canada à la machine de guerre des Etats-Unis. Ces politiques assurent de gigantesques profits pour les grandes entreprises pétrolières mais ont des conséquences dévastatrices pour l'environnement et pour les travailleuses/eurs.

Après la conférence de Bali, par la manipulation médiatique au sujet des changements climatiques, le gouvernement Harper a continué de prétendre, de façon absurde, à la rencontre de l'«Asia Pacific Economic Conference» (APEC) tenue en Australie, que le Canada est un «leader mondial». En vérité, la "stratégie" des conservateurs sur l'augmentation de l'intensité énergétique, c'est-à-dire l'utilisation de moins d'énergie par unité de produit intérieur brut (PIB) alors que le PIB augmente ne réduira tout simplement pas les émissions de gaz à effet de serre.

Depuis le Sommet de l'APEC, l'électorat australien a défait le premier ministre australien John Howard, l'un des seuls alliés de Bush, parce qu'il en avait assez des mensonges et du refus d'agir face aux changements climatiques.

Stephen Harper doit également être défait! Le Parti communiste du Canada continuera de contribuer à mobiliser la résistance populaire contre les conservateurs et leur programme anti-environnemental au service des grandes entreprises. Nous pressons les partis de l'opposition au Parlement de défaire Harper immédiatement pour que les électrices/eurs retirent immédiatement du pouvoir son gouvernement au service des grandes entreprises de pétrole.■



Socialisme – Une étape de la lutte

La signification du parti communiste comme organisation révolutionnaire

Carolus Wimmer
12-01-2008

Carolus Wimmer est membre du bureau politique du parti communiste du Venezuela, secrétaire aux relations internationales et député au parlement latino-américain

La question de la signification du parti communiste n'est pas seulement de nature théorique; dans le processus politique du Venezuela, elle constitue un thème d'actualité. Ce thème s'est révélé par la question suivante: pourquoi le parti communiste du Venezuela (PCV) ne s'est-il pas uni au parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), une fusion que le président de la république bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez Frías, avait appelé de ses vœux. Il y avait même des gens pour penser que le parti communiste du Venezuela disparaîtrait dans ce processus et serait réduit à rien s'il n'effectuait pas cette fusion, car la lutte pour le socialisme «resterait dans les mains du PSUV». Cela semble un argument en apparence logique, mais mon point de vue est qu'il ne l'est pas. Car le parti communiste du Venezuela lutte et continuera à lutter pour le socialisme, indépendamment de la position adoptée par le PSUV ou toute autre force qui aspire au changement et à la suppression du capitalisme.

Productivité et progrès

Pour les communistes, le socialisme se présente comme une étape dans la transition vers une société plus juste, qui – selon notre point de vue – est le communisme. C'est pourquoi, nous, communistes, sommes les combattants les plus fermes et les plus résolus pour le socialisme. Atteindre et construire le socialisme nous rapproche de notre but: l'édification d'une société, qui est encore plus avancée que l'organisation socialiste, à savoir le communisme, l'organisation communiste de la société. Autrement dit, notre combat pour le communisme a besoin d'une étape antérieure, le socialisme. Dans le socialisme, l'organisation de la production et la répartition sociale de ce qui est produit s'organisent sur base de la formule: «De chacun (qui produit pour la société) selon ses capacités, à chacun selon son travail», c'est-à-dire selon ce qu'il a presté ou produit. Il s'agit du fondement de la construction de la société socialiste. Dans le communisme, le développement a continué à progresser et la formule s'exprime alors ainsi: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins». Cela suppose un développement élevé de la société et de la productivité afin qu'il soit possible de satisfaire aux besoins de la société. Pour atteindre la première étape, le socialisme, une prémisses s'impose: la suppression de la propriété privée des moyens de production. Le capitalisme, c'est le règne de la propriété privée des moyens de production. Les travailleurs vendent leur force de travail, leurs connaissances, pour lesquelles les propriétaires des moyens de production leur payent une partie de ce qui est produit via le salaire. Ce qui reste constitue la plus-value, que s'approprie le



propriétaire des moyens de production et qui représente le fondement de la croissance de sa richesse. C'est là-dessus que se base la société capitaliste.

Des intérêts antagoniques

Ceux qui possèdent les moyens de production s'unissent afin de défendre cet ordre social, qui leur permet de s'enrichir de plus en plus. Et ceux qui sont exploités s'unissent afin de se défendre contre cette exploitation et de se battre pour un autre ordre social dans lequel ils ne seront plus exploités. Nous connaissons les exploités comme étant la classe sociale bourgeoise, la bourgeoisie, qui défend ses intérêts et souhaite que les choses restent ce qu'elles sont. Et ceux qui travaillent et sont exploités forment la classe ouvrière, le prolétariat. Ils défendent leurs intérêts et veulent que la société change, que la propriété privée, l'exploitation et le capitalisme disparaissent. Les intérêts des deux classes sont antagonistes. C'est pourquoi elles luttent l'une contre l'autre, en premier lieu afin d'exercer le pouvoir d'état sur la société dans sa globalité. C'est ce qui doit être compris derrière le concept de lutte des classes, et c'est précisément cela que nous, marxistes-léninistes, considérons comme le moteur de l'histoire. Car ce n'est pas le marxisme-léninisme qui est le moteur de l'histoire mais la lutte des classes. Le marxisme-léninisme, ses formulations théoriques, ne sont qu'un instrument pour l'interprétation de réalités changeantes, un instrument d'interprétation et d'orientation de la lutte, de l'étude de la lutte de classes dans des moments historiques déterminés. C'est pourquoi il ne remplace pas la lutte de classes comme moteur de l'histoire. Car c'est précisément cela qu'est le marxisme-léninisme: un instrument profondément enrichi par l'histoire, qui – soutenu par la dialectique – rend possible son renouvellement continu. Marx utilisa cet instrument à son époque dans les conditions régnant alors. Lénine l'utilisa également à son époque dans les conditions régnant alors. Et, aujourd'hui, il sert les partis communistes partout dans le monde comme guide pour l'étude des conditions sociales et économiques, du développement respectif de la lutte des classes et pour la formulation de

leur politique, en se fondant sur la lutte de classes et sur la défense des intérêts de la classe ouvrière – dans l'intérêt de la lutte immédiate du prolétariat dans chaque pays et avec en vue le progrès du socialisme et du communisme.

Marxisme-léninisme

C'est pourquoi on ne peut parler du marxisme-léninisme comme d'un «dogme», ni des marxistes-léninistes comme de «dogmatiques», et on ne peut donc pas affirmer que le marxisme-léninisme, c'est du «passé». Le marxisme-léninisme, ce n'est pas du passé, il se renouvelle, il s'actualise, il est constamment appliqué en correspondance avec la réalité. Il est dialectique, dynamique et interprète au jour le jour les réalités de la lutte de classes. Et partant de cela, nous, marxistes-léninistes, prenons parti pour la lutte du prolétariat contre le capitalisme. Nous sommes contre toute forme de capitalisme ou contre toutes les formes sociales qui mènent au capitalisme. Il a été dit, le nouveau parti PSUV «ne saisit plus la bannière du marxisme-léninisme, parce que celui-ci est un dogme, parce qu'il appartient au passé». Mais cela ne peut pas être décrété. Au contraire, cette affirmation devrait être scientifiquement prouvée, et cela, personne ne l'a encore fait, et ne pourra pas non plus le faire, car le marxisme-

léninisme, ce n'est ni du passé, ni un dogme. Si le nouveau parti PSUV ne veut pas accepter le marxisme-léninisme, ne veut pas l'appliquer, s'il s'en débarrasse ou l'expulse de ses rangs, c'est alors l'affaire de ceux qui forment ce parti. Il a été dit de façon répétée que, dans ce nouveau parti, les orientations théoriques et politiques, le modèle d'organisation, etc. seraient discutés, de manière horizontale et collective, par les candidats à l'affiliation à ce parti. Ceux-ci devraient devenir membres à part entière au cours du processus des réunions de bataillons, et, lors de ces réunions, ils devraient pouvoir discuter et décider collectivement de la doctrine théorique, des lignes politiques et syndicales, des statuts, des formes de fonctionnement et d'organisation du nouveau parti. Cela n'a pas eu lieu. Cela signifie que la réflexion et la discussion collectives annoncées ne sont pas encore déroulées. En tous cas, nombreux sont ceux qui appellent le parti communiste du Venezuela à se dissoudre et à s'unir au PSUV. Ceux-là vont-ils ensuite nous dire que nous devons simplement abandonner notre identité de communiste et de marxiste-léniniste? C'est justement cela qui montre réellement la nécessité de l'existence du parti communiste du Venezuela comme parti de la classe ouvrière, du prolétariat vénézuélien, comme garant de l'application du marxisme-léninisme à l'orientation de la lutte des classes et de la lutte pour le socialisme. Cela prouve la nécessité de sa consolidation idéologique, politique et organisationnelle, la nécessité de l'édification d'un grand parti communiste du Venezuela en dépit de tous les obstacles. Si nous voulons actualiser ce thème, nous pouvons nous référer au discours du président Chavez du 3 janvier 2008 dans lequel, après un an, il a reconnu de manière autocritique la signification du PCV et la nécessité de reconstruire le pôle patriotique comme alliance entre le PSUV et le PCV.■

12.01.2008

Junge Welt, hebdomadaire

<http://www.jungewelt.de/2008/01-12/005.php?sstr=Carolus%7CWimmer>



Tensions entre ouvriers chinois et multinationales

Débat · Syndicats et droit du travail en Chine
« Une législation du travail et un syndicat ?
En Chine ? Tu rigoles ? », m'a dit un ami. État des lieux.

Mark Kennes ,11-07-2007

Jeudi 21 juin, la « Platform Chinaworks » et le « Brussels China Forum » ont organisé une journée d'étude avec des orateurs qui ne sont pas passés inaperçus. Dont le Pr Chang Kai (un des auteurs de la nouvelle législation chinoise sur le travail), le professeur en droit du travail Marc Rigaux (Belgique) et divers représentants de la FGTB et de la CSC.

D'après le Pr Chang Kai, la nouvelle loi, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2008, apportera une amélioration sensible des conditions de travail. Ces dernières années, l'économie chinoise a connu une énorme croissance, entre autres grâce aux nombreux investissements des multinationales étrangères. La hausse de la prospérité a toutefois été accompagnée d'une hausse du nombre de conflits sociaux entre employeurs et tra-



Une usine de la multinationale chimique allemande Degussa à Changchun, dans le Nord-Est de la Chine. La nouvelle loi du travail sera un sujet de tensions entre travailleurs chinois et entreprises étrangères. (Photo Degussa)

vailleurs. Confrontées à cette nouvelle situation, les autorités chinoises se sont vues obligées de prendre des mesures. En 1994, une première loi sur le travail avait vu le jour, limitée et calquée sur les modèles européens.

Le syndicat chinois (ACFTU) va devoir s'adapter à la nouvelle situation. Dans le passé, la présence syndicale dans les entreprises chinoises de l'État allait de soi. Aujourd'hui, le syndicat doit conquérir lui-même sa place dans les multinationales et les entreprises privées. Le nombre de conflits du travail augmente pour l'instant de 30 % chaque année. De même, l'augmentation des grèves sauvages montre bien à l'ACFTU qu'il va devoir adapter son fonctionnement à la nouvelle situation.

Le Pr Chang Kai a insisté sur le fait que la nouvelle loi provoquera des changements profonds dans les relations de travail en Chine. Un grand problème que la loi entend aborder, c'est le faible pourcentage de contrats dans les PME (moins de 20 %). En outre, il va être possible pour les syndicats de conclure des CCT (convention collective de travail), également au niveau sectoriel. En cas de licenciement, les travailleurs ont également droit à un salaire mensuel complet par année d'ancienneté au sein de l'entreprise. Après deux contrats successifs à durée déterminée, ils doivent recevoir un contrat à durée indéterminée.

La rédaction de la nouvelle loi sur le travail suscite déjà bien des remous. La Chambre de commerce américaine de Shanghai a même menacé d'annuler plusieurs investissements si elle était approuvée. Une première version de la loi a également connu plus de 200 000 amendements proposés par des représentants aussi bien des travailleurs que des employeurs. Finalement, le 29 juin, soit quelques jours après la journée d'étude, la quatrième version de la loi a été approuvée. D'après le Pr Chang Kai, cette version est plus avantageuse encore pour les travailleurs que les versions précédentes.

Voter une loi c'est une chose, l'appliquer en est une autre

Il reste naturellement d'importantes questions sur l'entrée en vigueur de ces mesures : voter une loi est une chose, la faire appliquer dans un pays aussi immense que la Chine en est une autre. Il va de soi qu'ici, le syndicat chinois doit jouer un rôle important. Le Pr Jude Howell (GB) a insisté sur le fait que l'ACFTU doit redéfinir en partie son rôle de médiateur entre le gouvernement chinois et les travailleurs, et se muer en défenseur des droits syndicaux face aux entrepreneurs privés.

Carlos Polenus¹, de la Confédération syndicale internationale (CSI), a confirmé que celle-ci doit corriger son attitude à l'égard de la Chine. Entre autres, en se départant d'un mode de pensée hérité de la guerre froide, en ne considérant plus la Chine en tant que bloc monolithique, et en nouant des contacts avec les forces de gauche de l'ACFTU. Et aussi parce que, avec ses 160 millions de membres, le syndicat chinois est plus grand que la CSI.

Ferre Wyckmans, de la CSC, a encore insisté pour dire que cette collaboration doit se faire dans les deux sens, et il espère que l'ACFTU prendra lui aussi ses responsabilités.

Et Eddy Van Lancker (FGTB) d'ajouter que, pour pouvoir faire appliquer la nouvelle loi, le syndicat n'aura pas qu'à créer les rapports de forces adéquats au sein des entreprises. Il va également avoir besoin de tout un appareil d'experts juridiques et d'universitaires comme le Pr Chang Kai pour assister les travailleurs en paroles et en actes.■

¹ Carlos Polenus, ancien vice-président du Setca (employés FGTB)

Voir www.chinaworks.be

Chine • Une nouvelle loi qui déplaît aux entreprises occidentales

La Chine prépare une nouvelle loi sur le travail.
Les entreprises occidentales menacent de prendre des contre-mesures.
Nous avons interrogé Peter Franssen, spécialiste de la Chine.

Pol De Vos 22-11-2006

Quelle est la teneur de cette loi ?

Peter Franssen. La loi stipule que patrons et syndicats doivent négocier des conventions collectives de travail sur pied d'égalité. Lors de l'embauche d'un travailleur, la période d'essai ne peut excéder un mois, après quoi il a droit à un contrat fixe. Le licenciement collectif nécessite l'accord du syndicat. Cette loi impose en outre un contrôle sévère du respect de la législation du travail existante, comme la semaine de travail de 44 heures, la se-

maine de cinq jours, le salaire minimum, le paiement des heures supplémentaires. En cas d'infraction, le patron encourt une amende voire une peine d'emprisonnement sévère.

Comment ont réagi les patrons ?

P. F. : Pour les patrons américains et ouest-européens qui ont investi en Chine, cette loi « met en péril les valeurs traditionnelles de l'entreprise », sous-entendu les patrons vont perdre une grande partie de leur pouvoir de décision. Ils essaient aussi de faire du chantage. Keyong Wu

de la Chambre de Commerce britannique a dit textuellement : « *Nous sommes venus en Chine pour les faibles coûts salariaux et la flexibilité. S'ils disparaissent, nous irons en Inde, au Pakistan ou au Bangladesh.* »

Comment les Chinois réagissent-ils face au chantage ?

P. F. : Avec calme. Ils vont peut-être apporter quelques petites modifications à la loi mais le fond restera inchangé.

A la fin des années '70, lorsque la politique de réformes a commencé, ils se trouvaient dans une position d'infériorité. Ils avaient absolument besoin des investisseurs américains, japonais et européens ainsi que de leurs capitaux, technologies et techniques de gestion s'ils voulaient progresser. Aujourd'hui, la situation est un peu plus équilibrée.

En octobre, le groupe français Alstom a signé un contrat avec une entreprise d'état pour la construction de 500 locomotives ultramodernes et ultraperfectionnées. La direction d'Alstom craint que la Chine ne la chasse bientôt et ne devienne un exportateur plutôt qu'un importateur de locomotives ultramodernes. Mais, ajoutez-elle, « nous n'avons pas le choix. Si nous n'acceptons pas le transfert de technologie, nous n'obtiendrons aucun contrat avec la Chine. »

Le mois dernier, la Chine a lancé une production en masse d'ordinateurs avec processeur « made in China » qui n'a rien

à envier aux derniers processeurs japonais ou américains. Ces ordinateurs seront vendus au prix de 100 euros. Soit huit fois moins que chez nous ! Les Chinois ont acquis la technologie en observant la manière dont les investisseurs étrangers ont développé la leur.

Pour l'instant, la Chine achète toujours ses avions à Airbus en Europe et à Boeing aux USA mais en 2008 le pays produira ses propres avions de passagers.

Les Chinois peuvent à présent imposer des conditions aux investisseurs étrangers. Même s'ils ne peuvent pas imposer tout ce qu'ils voudraient, leur position est de plus en plus forte. Le révolutionnaire russe Lénine a dit un jour : « *Les capitalistes étrangers font tout pour l'argent. Ils essaient même de nous vendre la corde avec laquelle nous les pendrons.* » C'est un peu ce qui s'est passé en Chine ces dernières années.

Cette nouvelle loi n'est-elle pas la preuve que la législation sociale existante est insatisfaisante ?

P. F. : La législation existante va beaucoup moins loin et est difficilement contraignante. Mais les Chinois sont aussi très conscients des erreurs qu'ils ont commises. Dans les années '80 et '90, ils ont parfois été unilatéraux. A l'époque, leurs seules préoccupations étaient la croissance

(suite à la page 9)



Travailleurs qui inspectent leur machines à Xingshisi dans la province de Heilongjiang au Nord de la Chine

France :: Un patron révèle le programme secret de Sarkozy: retour à avant 1945

La France est dans la rue contre des réformes du président Sarkozy, l'idole de Reynders.

Un patron influent révèle les véritables intentions du président.

David Pestieau
28-11-2007

Jamais encore on n'avait osé révéler l'envers du décor avec autant de cynisme. Denis Kessler, ancien vice-patron des patrons français (le MEDEF, l'équivalent de la FEB en France), révèle le programme secret de la présidence Sarkozy. Vertigineux !

Dans un éditorial du journal financier français *Challenge*, le 4 octobre 2007, Denis Kessler écrit : « Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! (1) »

Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. (...) Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...

À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »

Pendant la campagne, électorale, Nicolas Sarkozy avait accusé le mouvement étudiant de Mai 68 de tous les maux. En 2002, l'actuel Premier ministre François Fillon avait accusé le Front po-

pulaire (front composé des socialistes, des communistes et d'autres forces de gauche qui avaient gagné les élections en 1936) d'être responsable de la défaite militaire de 1940. (2) Ici, un patron proche de l'équipe présidentielle révèle le but stratégique des réformes qui se succèdent en France.

Tout doit disparaître

L'ensemble des réformes économiques et sociales mises en place au moment où la France venait de se libérer de l'occupation nazie et du régime fasciste de Vichy ont été rendues possibles grâce à « un pacte politique entre les gaullistes et les communistes », explique Kessler.

En réalité, l'influence des communistes dans la Résistance était si grande, le prestige de l'Union soviétique qui avait contribué grandement à la défaite nazie était si haut, que les financiers et patrons français de l'époque ont tremblé. Par peur de la révolution, ils ont signé un compromis douloureux : ils ont accepté l'introduction d'une sécurité sociale, du droit du travail et la nationalisation de secteurs clés. C'est ce qu'on a appelé le programme du Conseil national de la résistance qui était composé des communistes, des partisans de De Gaulle, des syndicats,...

C'est ce pacte que veut définitivement détruire Sarkozy pour se défaire du système de Sécurité sociale, du statut de la fonction publique, de ce qui reste du secteur public, de la représentativité syndicale, des régimes de retraite. Tous obtenus entre 1944 et 1952.

Mais la partie n'est pas gagnée, car, déplore l'éditorialiste, « le pays sanc-

parlement est occupé à les examiner. C'est une forme de mobilisation. Les autorités veulent donner de nouveaux moyens légaux aux travailleurs et les encourager à s'en servir.

Sans le syndicat, cela ne marchera pas...

P. F. : Cette année, le syndicat a déjà affilié près de 6 millions de nouveaux membres, des migrants pour la plupart. Il y a quelques mois, le syndicat est parvenu à créer des sections dans les 62 magasins de la chaîne américaine Wal-Mart. Un coup dur pour Wal-Mart qui interdit toute représentation syndicale dans ses magasins même aux États-Unis. On peut lire dans la presse des dizaines d'articles sur la manière dont cela s'est passé ainsi que sur les moyens clandestins que le syndicat a dû employer, mais aussi sur l'exploitation des migrants, les salaires impayés, l'insécurité et l'absence d'hygiène dans les usines et les mines, les heures supplémentaires forcées... Le tout accompagné de témoignages, reportages, photos. Et à chaque fois, on peut lire entre les lignes l'appel lancé aux travailleurs pour obliger les patrons à respecter la loi.■

Chine •

Une nouvelle loi qui déplaît aux entreprises occidentales

(suite de la page 8) économique et l'élévation du niveau de vie. Ils ne se souciaient pas assez des conditions de travail, et notamment celles des migrants nationaux, c-à-d les paysans qui ont migré vers les villes pour travailler dans l'industrie. Ils sont 150 millions – soit un cinquième de la population active. Plus de la moitié sont contraints de faire des heures supplémentaires, trop peu rémunérées voire pas du tout. Plus de la moitié travaillent six jours par semaine. Leur revenu est inférieur à celui des autres travailleurs. « Si la nouvelle loi sur le travail entre en vigueur et qu'elle est mise en application, les salaires de ces migrants augmenteront au moins de moitié », explique Anita Chan, spécialiste en relations collectives du travail à l'Université Nationale d'Australie.

Pour rectifier les erreurs du passé, le gouvernement fait appel aux travailleurs eux-mêmes. La nouvelle loi a d'abord été soumise à la population qui devait donner son avis. Le gouvernement a reçu 190.000 mails et lettres contenant des propositions. Le



En France, étudiants, cheminots, enseignants, fonctionnaires et infirmières descendent dans la rue (700 000 pour la seule journée du 20 novembre) pour préserver des acquis obtenus entre 1945 et 1952. Des acquis que Sarkozy veut balayer. (Photo www.photothèque.org, Milos Colic)

tifie ses institutions ». Lisez sa sécurité sociale, sa fonction publique. Kessler se plaint que « ceux qui s'attaquent à ces institutions d'après-guerre (comme lui, ndlr) apparaissent sacrilèges ». Or ces institutions ont vu le jour après quatre années de régime fasciste à la française et d'occupation nazie...

Kessler qualifie le modèle français de « dépassé », « inefficace », « daté ». Le Premier ministre Fillon a précisé ce qui est dépassé : « Il faut, dit-il, que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire ». La dégradation des services publics est ainsi revendiquée avec plans à la clé : 20 000 ensei-

gnants seront effacés, sous-effectifs dans les hôpitaux, diminution des tribunaux, attaque contre le régime des pensions des cheminots, chauffeurs de bus,...

C'est contre ce programme qu'étudiants, cheminots, enseignants, fonctionnaires, infirmières descendent dans la rue en France (700 000 pour la seule journée du 20 novembre). L'enjeu est terriblement important et la partie n'est pas gagnée pour Sarko. Comme la France donne souvent le ton à l'Europe et que Sarkozy est l'idole de Reynders, ces luttes méritent tout notre soutien. ■

David Pestieau

1 Voir : www.challenges.fr •

La YCL-LJC est une organisation de jeunes qui militent pour un avenir socialiste. Nous luttons donc pour la justice sociale et la paix, contre l'exploitation et contre toutes les formes d'oppression, comme le racisme, l'oppression des femmes, ou l'oppression nationale.

Nous sommes l'organisation pour la jeunesse révolutionnaire la plus ancienne du Canada. Formée en 1923, nous avons, au cours de notre histoire, envoyé des brigades en Espagne durant la guerre civile pour soutenir la République et lutté contre le fascisme, nous avons résisté à la guerre froide, et nous avons mobilisé la population sur de nombreuses questions comme la paix, la justice sociale et le désarmement nucléaire. Nous avons toujours soutenu le mouvement étudiant dans ses luttes et ses revendications. Dans les années 1990, la LJC a été dissoute avec la crise du mouvement communiste de l'époque. Mais il y a quelques années, des jeunes ont voulu faire renaître la Ligue et ils ont réussi. En 2005, nous avons participé à la construction d'une délégation canadienne pour un des plus grands festivals de la jeunesse anti-impérialiste du monde, tenue au Venezuela. En mars 2007 nous avons eu notre congrès de relévation à Toronto.

Les cellules de la LJC se retrouvent partout à travers le pays, y compris au Québec, et chacune d'entre-elles combattent pour le vrai changement menant au socialisme. Nous publions un journal bilingue, le Rebel Youth, qui met de l'avant les combats de la jeunesse ouvrière.

Site Internet : <http://www.ycl-ljc.ca/>
Courriel (Français) : quebec@ycl-ljc.ca
Courriel (Anglais) : toronto@ycl-ljc.ca

Ligne
Le Mouvement
Ligue des Jeunes Communistes

Notre choix aujourd'hui : le socialisme ou l'extinction

Intervention du cher du Parti communiste du Canada, Miguel Figueroa à la rencontre de Partis communistes et ouvriers, Minsk, Bélarus Du 3 au 5 novembre 2007

Chers partis frères,

Chères et chères déléguées et délégués,

Chères et chers camarades,

Cette rencontre est historique pour plusieurs raisons. Premièrement parce que c'est la première réunion vraiment internationale de partis communistes et ouvriers depuis la crise et le renversement du socialisme dans l'ex-Union soviétique et dans l'Europe de l'Est à se tenir sur une partie du territoire de l'ex-URSS, du «pays de Lénine»; deuxièmement parce qu'elle a lieu au 90ème anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, qui a donné naissance au tout premier État socialiste et a modifié le rapport de force des classes, ainsi que le contenu et l'orientation générale des événements mondiaux au cours de presque tout le restant du siècle dernier. Et troisièmement parce qu'elle a lieu à un moment où l'humanité fait face à des dangers sans précédent et doit faire un choix net entre deux options, dont l'enjeu est clair : la survie de notre espèce et de la planète. Nous nous joignons aux autres partis pour exprimer notre profonde reconnaissance envers le Parti communiste de Bélarus et le Parti communiste de la Fédération de Russie d'avoir organisé cette rencontre et de

mensonges reprend de plus belle. Selon ses détracteurs la Révolution socialiste de 1917 n'aurait été qu'un putsch; elle n'aurait eu aucune base ou caractère de masse; elle aurait été “prématurée”; et d'autres arguments de la sorte. Nous devons donc, une fois de plus, réfuter et dénoncer ces mensonges. Le sens véritable et permanent de la Révolution d'Octobre est le fait qu'elle constitue une nette rupture avec les sociétés de classe basées sur l'exploitation et qu'elle annonce le début d'une époque de transition du capitalisme au socialisme ainsi que la naissance d'un nouveau type de société pouvant mettre fin à l'exploitation, au pillage et à la guerre et bâtir un type entièrement nouveau de relations sociales basé sur la coopération et non sur la compétition, sur la justice sociale et non sur l'inégalité et l'oppression sociale, nationale ou de la femme. Quelles qu'aient pu être les déficiences et les erreurs commises par la suite, rien ne peut amoindrir la gloire ou l'importance à long terme de la Révolution d'Octobre, et quel que soit le nombre de textes rédigés afin d'"assainir" ou de réécrire l'histoire, rien n'effacera la vérité.

Camarades, permettez-moi maintenant d'aborder les questions actuelles. La crise systémique du capitalisme s'accroît et les hautes sphères dirigeantes se démènent pour protéger les intérêts d'une classe et préserver l'hégémonie de celle-ci sur la vie politique. Dans ce contexte, elles intensifient leur offensive contre

cadre des opérations d'occupation et de guerre en Afghanistan des États-Unis - OTAN. Ils intensifient le processus de liquidation de la souveraineté canadienne en préparant ce qu'ils nomment poliment l'"intégration profonde" avec les États-Unis, sous les auspices de l'accord de "Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Ils conspirent avec les grandes entreprises et institutions pour démolir le système public de santé du Canada et privatiser l'éducation, les régimes de pensions publics et les autres services sociaux vitaux tout en réduisant les impôts et les taxes pour les grandes entreprises et pour les nantis. Ils reviennent sur des engagements assumés relativement au Traité de Kyoto sur l'environnement et enveniment la crise constitutionnelle du Canada, qui traîne depuis si longtemps, en encourageant le nationalisme étroit au Québec afin de promouvoir leur calendrier anti-social. Et ils attaquent les droits des travailleuses/eurs, les droits politiques et les droits de la personne sous prétexte de développer la “compétitivité globale” et la “guerre contre le terrorisme”.

On pourrait dire bien des choses sur l'offensive en cours contre le peuple de notre pays, mais les gens savent très bien ce qui se passe dans l'ensemble. Tout en tenant compte des particularités du Canada, nous pouvons dire que, dans l'ensemble, l'offensive réactionnaire est pratiquement la même presque partout dans le monde.

Or notre situation présente un

restent divisés, et les luttes ne sont que sporadiques. C'est le mieux que nous puissions dire sur la situation. La raison en est que les courants sociaux-démocrates et les autres tendances réformistes prédominent au sein des directions du mouvement syndical et de celles des autres mouvements démocratiques. Ces forces espèrent encore le retour du bon vieux temps, celui du “contrat social” entre le Capital et le Travail. Elles sont prêtes à des accommodements, et leurs membres sont prêts à céder aux pressions et aux exigences croissantes des patrons et de leurs gouvernements. Elles accordent concession sur concession dans l'espoir illusoire de restaurer la paix sociale. Elles ont peur de lutter et, par conséquent, de mobiliser les travailleurs et les autres forces démocratiques afin de les conduire dans la bataille contre l'offensive des grandes entreprises et de leur État. Et, malheureusement, les communistes et les autres forces de la gauche sont, pour l'instant, trop réduites et trop faibles pour empêcher ce reflux.

Prenons comme exemple le récent accord signé entre les «Travailleurs canadiens de l'automobile», plus grand syndicat du secteur privé au Canada, bien connu pour son histoire de luttes exemplaires, et l'entreprise *Magna International*, important fabricant de pièces automobiles. Le syndicat a accepté, sans avoir mené le moindre combat, un nombre jamais vu de concessions, entre autres la promesse de ne *jamais plus* faire la grève, ainsi que des réductions de salaires de 50% pour les nouveaux employés de ce secteur industriel ... 50%! C'est une trahison monumentale! Cet accord établit un précédent des plus dangereux pour tous les travailleurs et pour tous les syndicats de notre pays. Les conséquences seront très graves à moins que les attitudes ne changent. Il est crucial et urgent, par conséquent, que nous concentrions toutes nos énergies à bâtir notre Parti, à accroître nos effectifs, à renforcer nos membres politiquement et idéologiquement, à développer notre influence et notre capacité de mobiliser. Ces objectifs, toujours essentiels pour tout Parti communiste, ont atteint pour nous aujourd'hui le degré de priorité le plus élevé.

Camarades, permettez-moi d'aborder un dernier volet en traitant de quelques questions internationales concernant notre mouvement communiste. L'histoire nous enseigne, et les récents développements le confirment, qu'à mesure que la crise cyclique et structurelle du capitalisme mûrit et que des progrès surviennent dans le cadre de la lutte de classe, les possibilités de changements révolutionnaires augmentent. Nous constatons aujourd'hui que de tels bouleversements ont lieu particulièrement en Amérique latine,

(suite à la page 11)

«Le sens véritable et permanent de la Révolution d'Octobre est le fait qu'elle constitue une nette rupture avec les sociétés de classe basées sur l'exploitation et qu'elle annonce le début d'une époque de transition du capitalisme au socialisme ainsi que la naissance d'un nouveau type de société pouvant mettre fin à l'exploitation, au pillage et à la guerre et bâtir un type entièrement nouveau de relations sociales basé sur la coopération et non sur la compétition, sur la justice sociale et non sur l'inégalité et l'oppression sociale, nationale ou de la femme. »

nous accueillir.

À l'approche de l'anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, un grand nombre de propos et de textes sont dits et écrits sur l'importance historique de cet événement, qui suscite toujours un grand intérêt tant de la part des partisans du socialisme que de ses ennemis. Comme de nombreux partis réunis ici, notre Parti avait émis une résolution spéciale pour que le 90ème anniversaire soit célébré avec emphase. Je ne soulignerai donc qu'un fait : avec la remontée de l'anti-communisme, l'habituelle série de

la classe ouvrière et contre toutes les masses laborieuses, contre la souveraineté des pays et des États et contre l'environnement dans le monde entier.

Au Canada, le nouveau gouvernement conservateur de Stephen Harper, au pouvoir depuis moins de deux ans, agit à toute allure pour imposer un agenda radical de droite et coordonner les politiques étrangères et nationales en fonction de l'offensive de l'impérialisme états-unien visant la domination mondiale. Harper et les conservateurs s'efforcent, à fond de train, de développer et d'étendre le rôle militaire du Canada dans le

paradoxe : le peuple canadien dans son ensemble s'oppose pratiquement à chacun des aspects de l'agenda de la droite. Dans sa grande majorité, le peuple s'oppose à la guerre menée en Afghanistan et en Iraq, aux menaces de guerre contre l'Iran et contre d'autres pays, à la militarisation croissante et à l'augmentation du budget de la défense; le peuple veut maintenir les soins de santé, l'éducation et les autres services sociaux publics et d'accès universel; il s'oppose à la perte de la souveraineté du Canada.

Mais les mouvements de riposte du peuple contre ces politiques

Notre choix aujourd'hui :
le socialisme ou l'extinction

(Suite de la page 10)

et nous renforçons nos liens de solidarité envers le socialisme de Cuba, envers la Révolution bolivarienne du Venezuela, envers le mouvement insurrectionnel de la Colombie et envers toutes les forces progressistes et anti-impérialistes qui se renforcent davantage chaque jour, ainsi qu'envers les luttes du peuple palestinien et des peuples du monde entier.

Nous savons cependant que la crise systémique du capitalisme s'approfondit et qu'à mesure que les contradictions inter-impérialistes s'accroissent le danger de fascisme et de guerre s'accroît. Nous constatons que, malheureusement, ces deux phénomènes se développent aujourd'hui dans un grand nombre de pays et de régions du monde. La récente crise des liquidités qui vient de frapper l'économie des États-Unis n'est, selon nous, que la pointe de l'iceberg d'une crise économique bien plus profonde qui secouera, comme elle le fait déjà, l'économie mondiale tout entière. Et nous sommes aussi conscients que des mouvements d'extrême droite et néo-fascistes ont fait leur apparition dans plusieurs pays d'Europe et d'autres continents.

L'augmentation ahurissante des arsenaux des grandes puissances et l'approfondissement de la crise environnementale constituent une menace aux proportions catastrophiques pour l'avenir même de l'humanité. Et aujourd'hui, le choix qui se présente à nous n'est plus le même qu'à l'époque de Rosa Luxemburg, qui disait que nous devons choisir le socialisme ou la barbarie. De nos jours c'est de plus en plus entre le socialisme ou l'extinction que nous devons choisir. Dans de telles circonstances, il est

crucial que nous, com-

munistes, prenions les luttes pour les droits des travailleurs et les droits démocratiques, et les luttes contre les agressions impérialistes et la guerre comme axe central de notre travail.

Il nous faut, pour cela, lutter sur deux fronts : sur le front idéologique nous devons intensifier la «bataille des idées» en combattant résolument l'anti-communisme et en devenant les fermes défenseurs du socialisme en tant que seule option de rechange au capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme (et de la crise); sur un autre front, nous devons continuer d'établir et de renforcer toutes les alliances s'opposant aux agressions, défendant la souveraineté nationale et empêchant les offensives impérialistes contre les droits démocratiques et les intérêts sociaux et économiques de la classe ouvrière et du peuple. Nous devons donc, évidemment, travailler conjointement avec les forces politiques et sociales dans ce sens, même avec certaines d'entre elles avec lesquelles nous avons de profondes divergences idéologiques et des litiges sur certaines questions. Nous ne devons pas céder le moindre centimètre de terrain sur le plan idéologique et nous ne devons faire aucun compromis sur le plan de nos conceptions révolutionnaires. Par contre nous devons éviter que la fermeté de nos principes constitue un obstacle à l'établissement d'alliances et le développement de l'unité. Nous devons développer des liens d'unité, aussi temporaires ou vacillants soient-ils, et éviter de déraiser et de tomber dans des positions sectaires.

En terminant, camarades, nous devons adopter la ferme résolution de renforcer la coopération et l'unité d'action au sein de notre propre mouvement sur le plan international. Nous sommes d'accord avec le point de vue exprimé par certains partis au cours de cette fin de semaine: alors que nous sommes en train d'évaluer tout ce que nous avons réalisé au

cours de la dernière décennie pour rétablir et reconstruire nos liens par ces rencontres, nous ne pouvons nous permettre d'être satisfaits et vaniteux quant au niveau d'interaction et de coopération que nous avons atteint. Évitions toute sémantique ou rhétorique au cours du débat sur la pertinence de reconstruire une Internationale communiste. Engageons-nous plutôt, avec détermination, à adopter des mesures pratiques et concrètes permettant à nos rencontres d'être plus axées et efficaces sur la réalisation d'actions concrètes, collectives et coordonnées des communistes sur le plan international.

Nous croyons que le moment est venu de réaliser, dans le domaine de la coopération et de l'unité entre nous, des progrès dans ce sens, malgré la diversité de nos points de vue sur certaines questions. Avançons, camarades, avec détermination et de façon réfléchie et respectueuse. Nous devons beaucoup aux fondateurs de notre grand mouvement, Marx, Engels et Lénine, entre autres. Et nous devons beaucoup également à nos peuples quant à leur avenir et au futur de l'humanité.

Merci beaucoup, camarades.■



Plus de 100 000 Irakiens sont morts

- où sont notre honte et notre colère ?

À la mémoire du camarade Bill Stewart,
vétérane du Parti communiste du Canada

Le camarade Bill Stewart, vétérane du Parti communiste du Canada, a longtemps été membre du Comité central et du Comité exécutif central. Il a été secrétaire de la Commission syndicale et ouvrière, chef de la région de l'Ontario et, jusqu'au dernier Congrès central du Parti, membre de la Commission centrale d'appel

Il décédé dans la matinée du 30 janvier 2008, après avoir subi, il y a trois mois, un accident cérébrovasculaire. Il avait 86 ans.

Bill Stewart est né à Hamilton. Il a 17 ans quand la Seconde guerre mondiale éclate. Il combat dans les blindés en Europe. Son tank est touché et Bill est gravement brûlé.

De retour au Canada, Bill travaille comme électricien. Reconnu pour son militantisme syndical, il

devient organisateur syndical.

Dans les années 50, Bill Stewart, Madeleine Parent et Val Bjarnason dirigent la grève de Stratford.

Bill était très apprécié pour ses conseils avisés, sa longue expérience et son sens de l'humour. Orateur extraordinaire, Bill était capable de galvaniser les foules. Il manquera profondément à toutes et à tous les camarades qui l'ont bien connu et apprécié.

Des condoléances peuvent être envoyées à la camarade Dora Stewart à l'adresse suivante :

Dora Stewart
5851 Somerset Ave.
Peachland, BC
V0H 1X4
Courriel : stewarts19@shaw.ca

Abonnez-vous à
Clarté

Un journal
pour le peuple,
pas pour les profits!

[] Abonnement régulier pour 8
numéro : 20,00\$
[] Abonnement de soutien: 30,00\$ ou
+

Nom :

Votre adresse :
.....

Code postal :

Pays :

Envoyez ce coupon à :
Clarté
3981, av. Barclay, app. 5,
Montréal (Québec) Canada
H3S 1K9
Envoyez votre chèque au nom
de : People's Voice

Subscribe to
People's Voice

News for people,
not for profits!

[] Subscription for one years : \$25,00
[] Subscription for two years : \$45,00
[] Low income special rate : \$12,00
[] Outside Canada : \$25,00 Us ou
\$35,00 Cnd for one year

Name :

Address :
.....

Postal Code :

Country :

Send to : People's Voice,
706 Clark Drive,
Vancouver, BC, Canada
V5L 3J1
Write your cheque for : People's
Voice

La nouvelle année commence et la lutte continue

Traduction d'un article du numéro du 1er au 15 janvier 2007 de «People's Voice», principal journal communiste anglophone du Canada. Tout article peut être reproduit gratuitement si la source est indiquée.

par Sam Hammond

Le capital financier du Canada suit l'agenda impérialiste dirigé par les États-Unis. Il travaille politiquement et militairement en collaboration avec ce pays pour écraser toute opposition, détruire tout modèle différent de type socialiste, empêcher le développement de tout rival pouvant surgir parmi les pays du tiers monde et saisir le contrôle de toute propriété, de toute ressources, de tout marché de tout peuple.

Le cannibalisme et la compétition entre les puissances impérialistes et leurs États font partie de cette équation, en raison de la rivalité entre les grandes entreprises capitalistes. Leur nature fondamentale est de se battre pour une plus grande part du gâteau, ce qui cause des guerres, des souffrances humaines, de la misère et des désastres écologiques. Ces phénomènes sont permanents et s'aggravent. Telles sont, en quelques mots, les caractéristiques du capitalisme parvenu à son stade suprême, l'impérialisme, étape finale de ce mode de production.

Engagés à fond de train dans la course pour la domination mondiale, les États impérialistes présentent deux aspects : ils coopèrent d'une part et rivalisent entre eux d'autre part. L'impérialisme états-unien, en raison de ses contradictions inhérentes et de son plan visant à assimiler le Canada matérielle-

ment et politiquement, a provoqué une crise dans le secteur manufacturier, une course au démantèlement des programmes sociaux et à la privatisation. Il nous a entraînés dans des aventures militaires impérialistes et a créé des conditions sociales auxquelles devront faire face la classe ouvrière canadienne en général et le mouvement ouvrier et syndical en particulier.

En tant que partenaire junior de la famille impérialiste, la classe dirigeante canadienne s'est servie de nos ressources, de notre énergie et de la productivité de notre peuple comme d'un atout dans le jeu impérialiste. Cette classe dominante, par sa servilité à jouer ce jeu, nous a conduit à la signature de l'Accord de libre échange nord-américain (ALÉNA), a ouvert nos ressources et notre infrastructure industrielle déclinante à la domination et au contrôle par des intérêts étrangers, a entrepris le transfert massif vers les coffres des grandes entreprises, de nos richesses qui étaient de propriété publique et des profits qui proviennent du travail du peuple canadien.

Et ce n'est que le commencement. Ces plans visent une plus grande intégration, la sécurité continentale, le contrôle des ports, l'intégration militaire et l'Accord sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre (TILMA). Tous ces plans visent l'assimilation. La servilité des gouvernements canadiens successifs et, particulièrement, celle du plus dangereux d'entre eux, le gouvernement Harper, constitue une trahison et un crime. Il ne s'agit pas simplement d'une des phases de ralentissement propre aux cycles habituels d'effondrement et d'expansion qui caractérisaient le capitalisme de type ancien. Au cours de ces phases de ralentissement, les travailleurs se privaient et essayaient de survivre jusqu'à la prochaine phase d'expansion. La crise actuelle présente, contrairement aux crises antérieures, des caractéristiques uniques, entre autres un taux relativement élevé d'emplois accompagné de l'appauvrissement relatif et absolu des travailleurs, ainsi que la substitution graduelle des emplois et des services bien payés du secteur de la production manufacturière et industrielle par des emplois de survie, à temps partiel, à des salaires situés en dessous du seuil de la pauvreté, dans le domaine de la vente au détail et dans les "Mc-emplois".

Cette situation a entraîné, de la part du secteur syndiqué de la classe ouvrière, d'une part une résistance accrue, mais d'autre part aussi une soumission aux patrons d'offres régressives de paix, de coopération, de collaboration de classe. Certains préfèrent marcher main dans la main avec les grandes entreprises et réduire leurs revendications plutôt que de risquer de subir un refus. Ils considèrent les grandes entreprises et les gouvernements à leur service comme constituant un fait éternel, bien trop solide pour qu'on essaie de leur résister. Ces personnes préfèrent se soumettre et chercher à profiter des "meilleures occasions disponi-

bles". Quant à la majorité des travailleuses/eurs, elles et ils ne sont pas entièrement décidées/és à choisir un pôle ou l'autre : l'option de la résistance aux patrons ou celle de la collaboration avec ces derniers. Ils seront cependant entraînés dans les luttes de masses qui s'annoncent et devront choisir de quel côté se ranger pour assurer leurs moyens de subsistance et garantir leur avenir.

Au cours de ce processus, un grand nombre d'expériences, d'examen de conscience, de changements de camp se développeront de toutes parts alors que les travailleuses/eurs essaieront de s'en sortir et de nourrir leur famille. La situation actuelle a provoqué une toute nouvelle renaissance de la Gauche. Ce phénomène est très important, non seulement par sa rapide croissance mais surtout parce que la Gauche est devenue une nécessité absolue.

Le bien être de notre peuple, notre souveraineté et l'avenir des nations qui constituent le Canada exigent le développement de la résistance. Seules la résistance et la lutte contre l'agenda du grand capital pourront protéger les conquêtes arrachées au cours des générations, entre autres notre mouvement ouvrier et syndical, qui doit être seulement à nous, qui doit être notre instrument. Mais si la tendance à la soumission et au partenariat avec le patronat prenait le dessus, la classe ouvrière serait d'une part dominée par une direction qui représenterait les intérêts des grandes entreprises, d'autre part elle se laisserait arracher les richesses de notre pays et extorquer la force de travail de notre peuple afin de financer et renforcer l'agenda militaire et politique de l'impérialisme pour l'intensifier. Il faut rejeter l'impérialisme et protéger tous les peuples : ces principes sont fondamentaux, du point de vue matérielle et pragmatique, pour développer l'unité, la solidarité et l'internationalisme.

Dans ce contexte, nous avons pris la ferme décision de nous opposer à l'accord établi entre l'entreprise Magna et les dirigeants du Syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA). Cet accord cède le droit de grève. Il élimine la tradition d'indépendance par rapport aux patrons, de représentation partisane en faveur des travailleuses/eurs, de contrôle par les travailleuses/eurs. Il remplace cette tradition par un partenariat basé sur l'efficacité, la productivité et le dévouement des travailleuses/eurs envers l'agenda des grandes entreprises.

Nous avons observé attentivement la tendance de certains membres de la direction du mouvement syndical qui favorisaient des accommodements avec les principales grandes entreprises. Cette tendance ne se limite nullement aux TCA, mais c'est dans certains secteurs industriels comme celui-ci qu'il est plus évident. Nous nous sommes toujours opposés au maraudage et aux querelles entre les grands syndicats. De telles pratiques empêchent le développement d'un front uni et d'une action unifiée. Nous avons

été consternés par l'intransigeance manifestée par la social-démocratie présente au sein de la direction syndical, quand celle-ci a annulé les Journées d'action en Ontario, quand elle a mis de côté la résistance contre l'agenda néo-libéral des conservateurs et des libéraux, et quand la Fédération de Colombie britannique a essayé de freiner la combativité des professeurs et des travailleurs de la santé durant leur grève, et quand elle a voulu arriver à des accommodements avec les libéraux de Campbell. Nous avons exprimé notre consternation face à la diminution du nombre de syndiqués et à la pratique du syndicalisme d'affaire qui encourage la compétition, la capture de membres d'autres syndicats et la proposition de fusion comme solutions à la diminution des effectifs syndicaux plutôt que l'organisation de campagnes visant à syndiquer d'autres travailleuses/eurs.

Mais nous avons aussi appuyé chacune des principales campagnes lancées par nos syndicats. Nous avons félicité et cité comme exemple le militantisme et la résistance sans compromis sur les principes des institutrices/eurs et des travailleuses/eurs de la santé de l'Ontario et de la Colombie britannique, la résistance des Métallos de Hamilton et les centaines de luttes syndicales et d'occupations plus réduites de tout le pays. Nous avons été impressionnés par la force et le courage de la division ontarienne du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) au cours de ses actions très courageuses en solidarité avec le peuple palestinien. Nos jeunes militantes/ants ont joué un rôle de premier plan au cours de la campagne pour l'augmentation du salaire minimum et se sont fait reconnaître au sein du mouvement syndical pour leur excellent travail. Nous avons su qu'au Québec, même si les préparatifs pour une mobilisation générale du mouvement syndical a échoué, le branle-bas de combat a fortement secoué le gouvernement.

Au sujet de la dernière ronde de négociations face aux «trois grands de l'automobile», notre évaluation était à la fois critique sur certains points et élogieuse dans l'ensemble, car sous la pression des membres, la direction du syndicat des TCA, malgré quelques failles mineures, a réussi à négocier honnêtement. Nous avons pris une position très partisane en faveur des travailleurs du Canadien national (CN) engagés dans une lutte très confuse : ils devaient faire face à la fois à la direction du CN, au maraudage entre syndicats et à la faiblesse de la direction syndicale. Nous avons félicité les TCA d'avoir fourni de l'appui et des fonds pour la campagne «Manufacturing Jobs Matter» («Il importe de créer des emplois»), soulignée par la manifestation de 40 000 personnes à Windsor. Nous avons présenté une évaluation semblable, à la fois critique et élogieuse, du mouvement syndical pour élever le niveau de conscience de toutes/tous les militantes/ants syndicales/aux progressistes.

Il faut dénoncer les dangers que comporte l'Accord de l'équité" (Framework of Fairness), négocié entre certains des



L'accord conclu entre Buzz Hargrove (photo) et la Magna ne permet pas aux TCA d'avoir prise sur Magna autant qu'il permet à la Magna d'avoir prise sur le mouvement syndical et ouvrier.

dirigeants des TCA et l'entreprise Magna. Cet accord pourrait changer l'orientation des TCA. Ce syndicat est né du refus de céder au patronat. Il a, par définition en tant que syndicat, longtemps représenté les aspirations et les espoirs de la gauche syndicale et des mouvements pour la justice sociale. C'est un syndicat canadien, solidement axé sur l'action militante et le contrôle par les membres de la base.

Neutraliser l'idéologie de lutte des TCA consisterait à priver des centaines de milliers de personnes de leur propre instrument indépendant de lutte pour la justice sociale. Il ne s'agit pas de savoir si, oui ou non, plusieurs milliers de travailleurs de ce secteur auront, pour eux tout seuls, une augmentation de salaire : nous voulons des augmentations encore plus importantes, et cela pour toutes et tous les travailleuses/eurs du pays. C'est ce que veulent toutes les personnes critiques de l'accord Magna. Toute/tout syndicaliste d'expérience ayant siégé à un comité de négociation a été confrontée/é à la nécessité de savoir sous quelles conditions les salaires sont gagnés, d'obtenir des améliorations des salaires et des conditions et de combattre la corruption des entreprises. La corruption aurait pour effet de diviser les membres, d'infiltrer le syndicat et de neutraliser les représentants/antes de la base aux assemblées.

Seules les personnes inexpérimentées peuvent croire que nous ne luttons que pour l'augmentation du salaire horaire. Un tel éconisme moderne condamnerait la classe ouvrière, pour l'éternité, à courir derrière une carotte toujours hors de portée. Il suffit de considérer le nombre de grèves déclenchés pour de meilleures conditions de travail, pour la santé et la sécurité au travail, pour la reconnaissance et la protection du syndicat. Les syndicats ont été le fruit d'une lutte victorieuse remportée pour nous par les générations antérieures. Et nous devons à tout prix préserver les syndicats pour les générations futures.

L'accord conclu entre Buzz Hargrove et la Magna ne permet pas aux TCA d'avoir prise sur Magna autant qu'il permet à la Magna d'avoir prise sur le mouvement syndical et ouvrier. Il faut comprendre que les critiques formulées contre l'accord signé avec la Magna et contre l'appui donné par Buzz Hargrove à l'un des principaux partis bourgeois ne sont nullement des attaques dirigées contre les TCA. Elles font partie intégrante de la lutte pour maintenir indépendant et au service de la classe ouvrière le mouvement syndical. Elles sont en harmonie avec les voix, puissantes et fidèles aux principes, qui s'élèvent au sein des TCA. Ces voix promettent de ramener leur syndicat à ses fondements constitutionnels et à sa lutte historique pour la démocratie des membres.

L'accord avec la Magna a été signé sans la participation ou l'approbation des membres de la base du syndicat. Les personnes qui exigent une discussion avec la base doivent, d'abord et avant tout, présenter cette demande aux dirigeants des TCA. L'accord avec la Magna n'est pas un contrat quelconque. Il constitue un risque de changement fondamental de la politique qui pourrait transformer la direction des TCA et ouvrir la porte aux demandes des entreprises dans tous les lieux de travail et dans tous les syndicats de ce pays.

C'est pour cela que 800 déléguées/és du Congrès de la Fédération du travail de

l'Ontario ont adopté à l'unanimité une résolution critique à l'égard de l'accord TCA-Magna. Ces déléguées/és avertissent les employeurs et le gouvernement qu'elles et ils ne toléreront aucune ingérence quant la gestion et à l'indépendance de leurs syndicats. C'est pourquoi cet accord a suscité un tel débat au sein du mouvement ouvrier. Ce débat dépasse l'accord lui-même. Il remet en question le passé et le présent. Car le rejet de l'accord avec la Magna ne suffit pas. Il doit conduire à faire comprendre les conditions qui ont conduit à la signature de cet accord. Et le rejet de cet accord doit fournir des solutions de rechange qui soient réalisables.

En refusant de lutter contre les conservateurs, la Fédération du travail de l'Ontario a, en fait, administré un somnifère dont l'effet dure jusqu'à nos jours. Même des syndicalistes de droite, qui avaient promu Wayne Samuelson, limité l'action syndicale à chaque entreprise, réfuté les TCA, leur programme d'action et son intégration dans le mouvement de la justice sociale et de sensibilisation, ont ri en privé de l'absence de campagne de syndicalisation et d'organisation solide.

Le Congrès du travail du Canada (CTC) a également réussi à somnoler alors qu'avait lieu le plus grand pillage d'emplois dans le secteur manufacturier, la plus grande hémorragie d'emplois et la ruine de familles la plus dure jamais connus dans ce pays. Le CTC a, bien sûr, effectué des tas d'importantes recherches et rédigé des tas de mémoires. Mais il n'a pas mené, sur le terrain, de campagnes politiques visant à en appliquer les conclusions de ses études. La signature de l'accord TCA-Magna est liée au manque d'action de la part des directions des syndicats, alors que la classe ouvrière s'enfonce dans la crise. Malgré les pressions, les TCA se sont donné le luxe de s'isoler des bases syndicales, et les effets de leur absence et du vide ainsi créé se sont répandus sur les autres syndicats, créant ainsi une expérience dangereuse.

Mais comment résoudre ce dilemme? Face à l'immensité de l'attaque que constitue cet accord et à l'inefficacité de leurs syndicats, un grand nombre de travailleuses/eurs et de syndicalistes se sentent dépassés. Elles et ils désespèrent de trouver des moyens leur permettant de s'en sortir. La situation actuelle conduira certainement à un plus grand repliement des syndicats sur eux-mêmes et à la signature d'autres accords semblables à celui de la Magna si aucune solution n'est présentée. La nécessité de développer la gauche naissante et le Parti communiste, devient un point crucial pour le recrutement de centaines de milliers de travailleuses/eurs dans la lutte pour le contrôle de nos vies et de notre environnement social. La question n'est pas «si» des changements sont possible, mais bien «comment» procéder pour que les changements soient possibles.

Pour la première fois depuis une décennie, des débats ont éclaté au sein du mouvement ouvrier. Leur contenu permet de saisir les positions qu'adoptent les travailleuses/eurs et les idées qui circulent maintenant. Il permet de mesurer la possibilité de former une alliance et d'organiser la riposte. Le présent débat est alimenté par le rejet du modèle de partenariat qui avait été proposé le 7 décembre au Conseil des TCA. Et ce débat a créé une gauche aux idées plus claires, qui commencent à prendre des allures d'or-

ganisation et de programme au sein du syndicat.

Le conflit en cours est propre aux membres des TCA. Il influencera cependant l'ensemble de la réflexion qui se développe au sein de la classe ouvrière. Il deviendra ainsi le débat de toutes/tous les travailleuses/eurs. La question des solutions de rechange stagnera si elle ne reste qu'à l'état de débat. Il faut développer le fond de la question et le programme. Ce dernier doit être assez large pour attirer les diverses couches de la population dans l'action de masse. Il serait erroné de commencer en se limitant à une base étroite pour ensuite continuer de façon toujours plus étroite. Les aspirations sont plus grandes : nous voulons un monde différent, l'émancipation des travailleuses/eurs, la justice sociale et la défaite de nos exploiters. Tout cela doit faire partie de ce débat, mais, pour commencer, il faut fixer immédiatement dans nos propositions des objectifs très précis, pratiques et réalisables, qui changeront la carte politique du Canada.

question serait le début d'une offensive généralisée du grand capital contre les salaires, contre les avantages sociaux et contre les conditions de travail de toutes/tous les travailleuses/eurs du pays.

Il est possible de ranimer la lutte contre le libre-échange et d'intensifier les luttes contre le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), contre l'Accord sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre (TILMA) et contre le projet de libre échange «Atlantica» (Région économique du nord-est atlantique). Les luttes contre ces accords ont déjà commencé. Elles sont assez développées pour permettre l'établissement d'alliances et le renforcement de l'unité. La lutte pour la préservation de l'industrie canadienne, aussi bien manufacturière et dans les autres secteurs, doit être axée sur la revendication suivante : la re-possession de nos ressources, de notre industrie de base, des secteurs manufacturiers et industriels, des transports et, somme toute, de la propriété publique. Nous devons éduquer



Une manifestation de protestation devant les risques d'effritement du droit de grève a eu lieu dans plusieurs villes de France, principalement à l'appel de la CGT. Sur ces images, le rassemblement parisien qui s'est tenu face à l'Assemblée Nationale, mardi 31 juillet 2007.

Les TCA ont pris l'engagement de ne pas laisser le système "à deux vitesses" de salaires s'installer au Canada au cours de la prochaine ronde de négociations avec les "Trois Grands" de l'automobile, cet automne. Malgré les sentiments que peuvent avoir les membres au sujet de l'accord avec la Magna, c'est ensemble que nous devons faire de ce point la priorité, une priorité pour l'ensemble du mouvement ouvrier et pour ses alliés au sein des mouvements qui luttent pour la justice sociale. Les TCA ont une position tout à fait correcte sur ce point, et après le fiasco des Travailleurs unis de l'automobile et des concessions accordées aux États-Unis la pression en ce sens sera immense.

Rien n'excuse le sectarisme sur cette question. Il est possible, à la fois, de rejeter l'accord avec la Magna et d'appuyer le syndicat chaque fois où il défend les droits des travailleuses/eurs. Il nous faut plus de maturité, nous devons élargir l'unité, particulièrement quant à la lutte contre le système de salaires à deux vitesses. Un tel système serait trahir les jeunes travailleuses/eurs. Il aurait pour conséquence finale de les éloigner du syndicat. Une défaite des TCA sur cette

nos jeunes sur tout ce que nous avons perdu. Nous devons les mobiliser dans les luttes pour la reconquête de notre pays, pour le peuple, pour eux. Nous devons développer la fabrication de matériel agricole, de machinerie lourde et d'équipement maritime, développer nos réseaux de transport ferroviaire ainsi qu'une multitude de programmes énergétiques rationnels.

Il n'y a pas de raison pour que nous demeurions les éternelles victimes des entreprises automobiles appartenant à des capitaux étrangers. Elles n'ont pour seul intérêt que les profits et elles nous abandonnent dès qu'elles peuvent faire de meilleurs profits ailleurs. Il nous faut, à court terme, un autre Pacte de l'automobile, et, à long terme, une industrie automobile qui soit financée par des fonds publics, dont les produits soient construits au Canada, mus par des sources d'énergie non polluantes et conçus en fonction des besoins de notre peuple, de notre marché et de notre climat. L'avenir immédiat s'annonce difficile et nos tâches sont immenses, mais la classe ouvrière a une longue histoire de lutte et la capacité de diriger. Et les travailleuses et les travailleurs ont la force qui leur permettra de

Le Rapport Manley appuie les pressions visant à étendre la "mission" en Afghanistan

Traduction d'un article du numéro du 1er au 15 février 2008 du «People's Voice», principal journal communiste anglophone du Canada. Tout article peut être reproduit gratuitement si la source est indiquée.

Par Kimball Cariou

Qui est surpris que le premier ministre Stephen Harper ait accepté la recommandation de la commission Manley d'étendre la "mission" militaire du Canada en Afghanistan? Son approbation est accompagnée d'une condition : «les alliés de l'OTAN doivent renforcer l'effort», et des démarches dans ce sens sont fort probablement déjà en voie d'élaboration.

Le nombre de militaires canadiens tués en Afghanistan atteint maintenant le chiffre de 78, et si les taux de 2006 et de 2007 se maintiennent, une trentaine de soldats canadiens pourraient mourir chaque année sur la ligne de front de l'occupation du pays par les États-Unis / OTAN. Comme la députée afghane Malalai Joya l'a souligné lors de sa tournée au Canada l'automne dernier, les forces militaires occidentales appuient, en fait, les seigneurs de la guerre de l'«Alliance du Nord», qui, corrompus, brutaux et réactionnaires, dirigent le gouvernement actuel, mais font bien peu de chose pour atteindre les prétendus objectifs : apporter égalité et démocratie en Afghanistan.

Fort probablement pour ne pas se montrer trop impatient, Harper a attendu presque une semaine avant de faire connaître ses premiers commentaires officiels sur le rapport élaboré par le panel "indépendant et au ruban bleu", dirigé par John Manley, ex-ministre des Affaires étrangères, politicien farouchement pro états-unien.

Visiblement satisfait de l'idée maîtresse du rapport, Harper a annoncé, le 28 janvier, que «le gouvernement accepte la recommandation spécifique du panel, qui propose l'extension de la mission du Canada en Afghanistan si certaines conditions sont remplies». La condition est l'envoi d'au moins mille autres soldats de l'OTAN dans la province de Kandahar. Harper a indiqué que son gouvernement va entamer des «efforts diplomatiques avant la réunion d'avril de l'OTAN à Bucarest pour que ces conditions soient remplies».

Le panel a rejeté toutes les options permettant le retrait des troupes canadiennes, qui était prévu pour février 2009. Il propose plutôt une prorogation d'une durée indéfinie, soi-disant combinée à un recentrage progressif, d'abord sur la reconstruction, puis sur le retrait, pendant que d'autres soldats afghans reçoivent un entraînement. Le rapport établit des "paramètres" à réaliser selon un calendrier peu précis s'étalant sur deux ou trois ans.

En guise de "critique", le groupe spécial indique que les gouvernements successifs n'ont «pas réussi à expliquer adéquatement aux Canadiennes/iens pourquoi les troupes canadiennes sont en Afghanistan», et demande instamment une "amélioration" de la stratégie de communication. En d'autres termes, les membres du groupe commencent le document en appuyant la mission de combat et terminent en concluant que le rôle du gouvernement et de l'armée doit s'efforcer de surmonter l'opposition de la majorité des Canadiennes/iens qui croient que la mission doit cesser au cours de l'année prochaine.

Certaines organisations ayant une

Il s'est également dit déçu du fait que le panel n'ait pas analysé les conséquences de l'envoi d'aide militaire. «Les ONG canadiennes oeuvrant sur le terrain en Afghanistan ont maintes et maintes fois souligné que cette pratique transforme les travailleuses/eurs humanitaires et les Afghans en cibles de guerre et ne présente souvent aucun avantage pour la sécurité à long terme ou pour le développement», a affirmé Barr.

Aucune stratégie de sortie autre que les négociations n'est possible pour le Canada, ont souligné le Groupe des 78, le Comité de coordination canadien de la paix et le Mouvement fédéraliste mondial, dans leur

non coopté». CARE, Oxfam et World Vision ont exprimé leur inquiétude quant aux recommandations du rapport relativement au développement, affirmant que «les Afghans ont désespérément besoin d'un développement qui soit efficace, qui appartienne à la communauté et qui soit coordonnée et non coopté par une stratégie militaire».

Les groupes constatent que le rapport met l'accent sur des projets de développement à impact rapide, choisis pour des raisons militaires offrant quelques avantages durables pour les Afghans, pour les civils ainsi que pour les travailleuses/eurs humanitaires qui se trouvent souvent en situation de danger. Ils ont également critiqué la recommandation selon laquelle une plus grande partie de l'aide bilatérale soit fournie dans le cadre de projets à Kandahar au détriment des autres régions. La stratégie d'aide particulière à Kandahar, a déclaré le président de Vision mondiale Canada, Dave Toyce, conduit à une inégalité de la répartition de l'aide et crée des griefs dans d'autres parties de l'Afghanistan.

À Oxfam Canada, Mark Fried, coordonnateur de la défense des droits déclare que «les militaires n'ont ni les compétences ni l'endurance nécessaires pour entreprendre du développement à long terme, éléments dont les Afghans ont besoin et sur lesquels ils aimeraient compter. Les projets à impact rapide sont trop souvent synonyme d'aide inefficace».

Michael Byers, analyste respecté les affaires étrangères, qui tient une Chaire de recherche du Canada en politique globale et en droit international à l'Université de Colombie britannique, a refusé de comparaître devant le panel soi-disant "indépendant" de Manley. Alors qu'il était au début favorable, il a rapidement réalisé que le mot «indépendant» est un «abus de langage» car il serait «difficile de trouver cinq personnes plus susceptibles de recommander une prolongation de la mission que messieurs Manley, Derek Burney, Jake Epp et Paul Teller et que madame Pamela Wallin».

Dans un article réimprimé en décembre et largement diffusé, Byers a indiqué que les membres du panel ont été triés sur le volet par le premier ministre et qu'ils étaient «exagérément dépendants du gouvernement». Leurs options excluaient effectivement des solutions de rechange politiques telles que la négociation avec les talibans ou le remplacement des troupes de l'OTAN par des casques bleus de l'ONU.

«Bien que je sois triste de devoir le dire, le panel de Manley constitue une imposture», a conclu Byers. ■

«Qui est surpris que le premier ministre Stephen Harper ait accepté la recommandation de la commission Manley d'étendre la "mission" militaire du Canada en Afghanistan? »

analyse plus claire de la situation réelle de l'Afghanistan ont réagi surtout négativement.

«Le rapport Manley contient beaucoup de bonnes choses, mais ses recommandations sont un facteur potentiel d'une plus grande insécurité pour les Afghanes/ans et non le contraire» a déclaré Gerry Barr, président du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), coalition regroupant une centaine d'ONG canadiennes.

Barr a déclaré qu'une trop grande partie de ce rapport est consacrée au renforcement de la présence militaire internationale, comme si le conflit ne pouvait être réglé que militairement. «Nous savons que cela est peu probable Donc si nous sommes vraiment préoccupés par la vie et la sécurité de nos hommes et de nos femmes en uniforme, nous devons investir beaucoup plus dans les efforts et les mesures visant à mettre fin au conflit».

Il a souligné le fait que les efforts de paix doivent tenir compte du fait que ce conflit est dû à des causes historiques, à des questions géopolitiques régionales et à des griefs légitimes sur le partage des ressources et du pouvoir politique.

réponse commune au rapport. Ces groupes ont déclaré que le Canada doit changer de position et concentrer ses efforts pour favoriser l'établissement de négociations politiques et d'un processus de réconciliation dirigés par des Afghans.

Bien que ces ONG apprécient le fait que le rapport mentionne la réconciliation nationale, M. Ernie Regehr, co-fondateur de Project Ploughshares, a souligné que «le concept de réconciliation contenu dans le rapport est basée sur un modèle visant l'aministie plutôt que sur un processus exhaustif cherchant à régler des intérêts fondamentalement contradictoires».

«Dans leur description des talibans, les auteurs du rapport reconnaissent que le combat actuel vise la poursuite de la guerre civile existante et affirment que la réconciliation «finira» par être atteinte, mais ne précisent pas ce qu'il faut faire pour encourager et soutenir un processus de paix et ne fournissent aucune recommandation novatrice pour aller de l'avant dans ce sens» a déclaré David Lord, directeur de la CPCP.

Un autre groupe d'ONG a souligné le fait que l'Afghanistan a besoin d'un développement qui soit «coordonné et

La "mission" ou l'aventure afghane du Canada

Traduction d'un article du numéro du 1er au 15 février 2008 du «People's Voice», principal journal communiste anglophone du Canada. Tout article peut être reproduit gratuitement si la source est indiquée.

Par Anthony Black

L'invasion et l'occupation de l'Irak, dirigée par Washington, a commencé par un Acte 1, qui consistait en une opération visant à «éliminer les armes de destruction massive», s'est poursuivi par un Acte 2, où, après un changement de costumes, les personnages allaient «apporter la démocratie aux sauvages», et débouchait sur un Acte 3, qui est une transformation subtile de l'acte précédent et dans lequel «la responsabilité du chaos retombe sur les victimes». Il en est de même quant à la soi-disant "mission" qui se déroule en Afghanistan : le gouvernement nous a servi mensonge scandaleux après mensonge scandaleux comme explication des objectifs visés.

Acte 1 - Oussama quoi?

C'est ainsi que l'Opération «Enduring Freedom» («Maintenir la liberté») a été déclenchée ostensiblement en tant que campagne de vengeance justifiée visant à mettre Oussama Ben Laden à genoux. Cette campagne aurait été un peu moins ridicule du point de vue logique, premièrement, si l'un des prétendus pirates de l'air du 11 septembre avait été afghan (or parmi ces 19 personnes 14 étaient Saoudiens, 1 Égyptien, 2 Libanais et 2 étaient originaires des Émirats arabes unis); deuxièmement si les talibans, qui sont isolationnistes, avaient eu préalablement vent de l'attaque (or celle-ci a été planifiée en Allemagne), et, troisièmement, si les talibans n'avaient pas accepté de remettre Ben Laden à une cour internationale de justice indépendante si on leur montrait des preuves de la culpabilité de ce dernier (or cette offre a été repoussée par le régime Bush, fait qui, par la suite, a été complètement supprimé de la "presse libre").

Bien sûr cet exercice colonial / impérial n'est pas dû à "Oussama Ben Laden", qui demeure toujours disparu, pas plus que la guerre d'Irak n'était due aux "armes de destruction massive", qui n'ont jamais été trouvées. Ainsi, lentement mais sûrement, le personnage d'"Oussama" a disparu en tant que raison de la mission, presque comme s'il ne l'avait jamais été. Fin de l'Acte 1, début de l'Acte 2.

Acte 2 – La diabolisation en fonction des besoins

Le régime Bush et ses alliés n'ont, très avantageusement, pas réussi à capturer Ossama Ben Laden. Vous comprendrez bien sûr que sa capture aurait freiné cette frauduleuse "guerre contre le terrorisme". Ils ont alors, sans hésiter, invoqué, pour envahir et occuper l'Afghanistan, un prétexte nouveau et amélioré : la nécessité de procéder à un change-

ment de régime. Après tout les talibans n'étaient-ils pas, à tous les égards, un groupe louche qui passait son temps à nier les droits des femmes et à faire exploser des monuments archéologiques? En tant que tels, ils étaient des candidats rêvés pour les besoins de la propagande.

Le seul ennui, bien sûr, était que les talibans étaient nos anciens alliés. Ils faisaient, en effet, partie des moudjahidine, les fameux "combattants de la liberté", glorifiées, titre après titre à la "une" de pratiquement tous les journaux d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord et à travers l'Europe pendant toute une décennie, celle des années 80. Mais nos médias ne faisaient pas leur éloge que pour cela : les talibans, malgré l'inconvénient évident de leur nature théocratique et anti-progressiste, présentaient un ou deux avantages : d'une part ils avaient apporté la paix et la stabilité au pays après une brutale guerre civile et après la période d'anarchie totale qui avait régné à la suite du départ des Soviétiques; d'autre part ils avaient pratiquement anéanti la culture du pavot en Afghanistan et mis fin à la fourniture d'héroïne sur le marché mondial de stupéfiants. De plus, les talibans étaient moins sanguinaires et certainement bien plus disciplinés que leurs anciens compagnons d'armes anti-soviétiques, que l'on désigne sous le nom de l'«Alliance du Nord». Ces derniers sont maintenant nos alliés. Ce sont les seigneurs de la guerre, qui, entre autres exactions, dans leur compétition pour le contrôle de Kaboul ont, en 1993 et 1994, après le départ des Soviétiques en 1989, décimé la ville et massacré allègrement environ 50 000 civils.

Pourtant, des faits aussi insignifiants n'allaient pas empêcher les médias de restreindre l'auguste liberté de la presse. Nous étions sur le sentier de la guerre et nous avions décidé que les talibans devaient partir. Et si les faits passés et présents ne correspondent pas exactement aux objectifs moraux invoqués - et en fait, ils n'y correspondent pas du tout - eh bien tant pis!

L'échiquier de Brzezinski

Les raisons invoquées pour justifier l'invasion puis l'occupation de l'Afghanistan ont changé. On utilise maintenant le langage amorphe des "droits des femmes", de la "paix", de la "reconstruction" et ainsi de suite. Eh bien figurez-vous que ces raisons ne sont en aucune manière les véritables objectifs de la mission militaire. La stratégie est, depuis le début, la même : 1) sécuriser le pays pour qu'il serve de tête de pont en vue de la pénétration de la puissance militaire en Asie centrale; 2) utiliser le pays comme tremplin, de concert avec l'invasion de l'Irak, pour reprendre le contrôle en Iran; et 3) construire des conduits de gaz et de pétrole partant de la mer Caspienne, passant par le Pakistan et se rendant jusqu'à la mer d'Oman. Aucun de ces objectifs n'est secret. Il se pourrait en effet qu'il n'y ait que quelques très rares documents, mais non, ce n'est pas le cas,

les documents officiels qui décrivent ces objectifs sont nombreux. Il se pourrait aussi que ces documents n'indiquent pas clairement les objectifs visés. Ce n'est pas le cas non plus, les documents officiels décrivent clairement les objectifs et le raisonnement qui sous-tendent ceux-ci.

En effet, il suffit, pour voir à quel point certains de ces objectifs stratégiques mondiaux ont été explicitement décrits, de consulter un grand classique de la Guerre froide intitulé «The Grand Chessboard: American Primacy and Geostrategic Imperatives» («Le grand échiquier : primauté et impératifs géostratégiques des États-Unis») de Zbigniew Brzezinski. Ce livre présente noir sur blanc les plans visant la première phase de l'effondrement moderne de l'Afghanistan.

Dans «Le grand Échiquier», Brzezinski (conseiller à la sécurité nationale sous Jimmy Carter et consultant vedette auprès de plusieurs administrations états-uniennes) se vante d'avoir élaboré le

piège qui a été tendu pour parvenir à attirer les Soviétiques en Afghanistan afin de les saigner dans le cadre d'une version de la guerre du Vietnam. En juillet 1979, à cette fin, Carter avait autorisé l'attribution de 500 millions de dollars pour créer ce qui était essentiellement une organisation terroriste, une racaille composée de seigneurs de guerre féodaux, de barons de la drogue et d'extrémistes musulmans, dans le but de renverser le gouvernement laïque afghan. C'est seulement après la mise en œuvre de cette campagne de déstabilisation armée que les Soviétiques, en partie en réponse aux demandes d'aide qui leur parvenaient de Kaboul, et en partie en défense de leurs propres intérêts stratégiques, ont "envahi" le pays. La CIA a ensuite renforcé la résistance des "moudjahidin" en fournissant à ceux-ci des armes pour une valeur de plusieurs milliards de dollars, en grande partie grâce au travail des services de renseignements pakistanais (Pakistani Inter Service Intelligence - ISI).

(suite à la page 16)

Joignez-vous au parti qui lutte pour le socialisme!

**Pour de plus amples informations
ou pour adhérer au
parti communiste,
contactez-nous:**

**Parti communiste du Québec
(section du Parti communiste Canada)**

**3981, av. Barclay, app. 5
Montréal, (Québec)
Canada
H3S 1K9**

**Tél. : (514) 737-7817
Courriel: pueblo@sympatico.ca**

Clarté

Proétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!

La "mission" ou l'aventure afghane du Canada

(suite de la page 15)

Dix ans plus tard, le pays est en ruine et environ un million d'Afghans sont morts. Le plan de Brzezinski a finalement porté les fruits qu'il avait prévus. Les Soviétiques, épuisés par l'holocauste nazi, par 70 années de siège économique capitaliste organisé au niveau mondial, par les 40 années de course aux armements menée à tombeau ouvert par les États-Unis et, comme pièce de résistance, par leur propre «Vietnam», qu'ils ont durement subi, se sont finalement effondrés. Les États-Unis, libérés des restrictions des efforts d'endiguement propres à la Guerre froide, se sont immédiatement lancés dans un ambitieux projet d'expansion impériale qui comprenait, successivement, l'invasion du Panama, la première guerre (ou le massacre) du Golfe, l'invasion de la Somalie et la déstabilisation, le bombardements et la destruction finale de la Yougoslavie.

Pendant ce temps, dans les décombres de l'Afghanistan, les moudjahidine se battaient entre eux pour le contrôle du pays. Après une brutale guerre civile, l'une des factions, celle des talibans (mot qui vient de «talib», nom d'un groupe d'étudiants en religion), a finalement pris le dessus et a constitué un État fondamentaliste, théocratique et patriarcal rigide. Ils ont néanmoins, également fait régner de l'ordre dans le pays, de sorte qu'il n'a pas fallu longtemps pour que la United Oil Company of California (Unocal) vienne demander de l'aide pour construire l'indispensable et longtemps attendu pipeline allant de la mer Caspienne à la mer d'Oman. Les négociations se poursuivaient à vive allure quand, de manière inattendue, au printemps 2001, quelques mois seulement avant le 11 septembre, elles avaient été interrompues. Unocal était immédiatement intervenue au Congrès indiquant qu'un «changement de régime» serait des plus souhaitables. Le reste, comme on dit, appartient maintenant à l'histoire.

La "guerre juste"

J'ai été particulièrement fasciné et je n'oublierai jamais la manière dont la première invasion de l'Afghanistan a été rapportée par les médias. Jamais auparavant je n'avais vu une telle expression de joie dans les regards d'un si grand nombre d'hommes et de femmes qui présentent nos actualités à la télévision, alors qu'ils et elles décrivaient en détail le massacre des talibans. On avait nettement l'impression de voir des enfants moralement carencés en train de se réjouir du spectacle de l'extermination d'insectes. Et, dans les faits, c'est plus ou moins ce qui s'est passé sur le plan militaire.

Nous ne saurons jamais exactement combien d'Afghanes/ans ont été tuées/és au cours de la première vague de l'attaque. De toute façon cela ne semble dé-

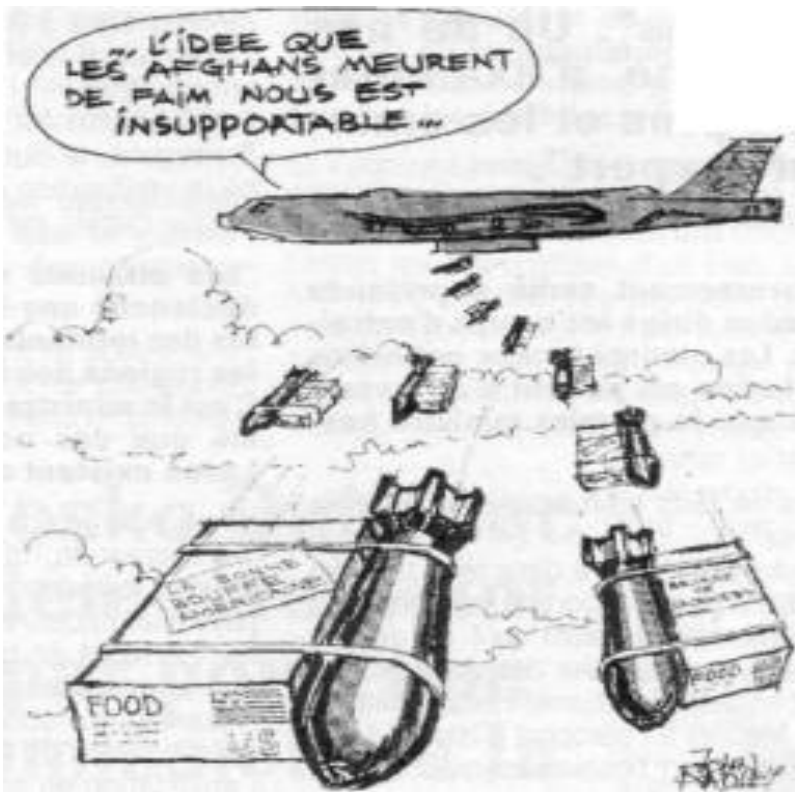
ranger un grand nombre de personnes. On a échangé des chiffres variant dans les environs de dix mille personnes, mais ce sont, presque certainement, que de grossières sous-évaluations. Comme l'a rapporté le cinéaste irlandais Jamie Doran dans son documentaire «Afghan Massacre: Convoy of Death» («Massacre afghan, convoi de la mort»), après le siège de Kunduz, au cours d'un seul incident, environ 3 000 prisonniers ont été massacrés par les forces spéciales états-uniennes et par leurs cadres au sein de l'Alliance du Nord. Lors d'un autre incident survenu à Mazur-i-Sharif, plus de 800 prisonniers talibans ont été massacrés, alors que la plupart avaient les mains liées derrière le dos et se trouvaient dans un cour fermée, par des hélicoptères de combat états-uniens, qui tiraient vers le bas en leur direction, la justification donnée étant qu'il s'agissait d'une "tentative d'évasion". Dans le cas de ce massacre, une série de preuves évidentes liaient ce dernier aux déclarations de l'administration Bush (entre autres la consigne de ne pas faire de prisonniers). Serviles comme toujours, les médias ont d'abord rapporté l'affaire en jetant, comme d'habitude, la faute sur les victimes, puis ils ont invoqué une «amnésie totale relative à des faits troublants».

Tel est donc l'aspect moral de la collaboration signée par le Canada relativement à l'occupation actuelle de l'Afghanistan.

Des conséquences coloniales

Après la "pacification" initiale du pays, qui s'est révélée extrêmement inefficace, on a procédé aux magouilles coloniales habituelles, ce à quoi il faut toujours s'attendre dans de tels cas. Ainsi vers la fin de l'année 2002 a eu lieu la signature d'un accord relatif aux 1 500 kilomètres de pipeline trans-afghan. Harmid Karzai, ex-consultant de la United Oil Company of California, a fini par être placé au pouvoir, au moyen d'élections truquées, devenant le souverain fantoche de l'Afghanistan. La majorité des députés "élus" du nouveau gouvernement se sont avérés être, ô surprise, d'ex-seigneurs de guerre féodaux liés à la drogue, alors qu'ils sont accusés d'avoir perpétré des massacres, des viols en masse et une série de crimes de guerre.

L'Alliance du Nord a fait renaître, allègrement, comme autrefois, la culture du pavot, à un point tel qu'aujourd'hui l'Afghanistan produit entre 80 et 90% de l'héroïne qui circule dans le monde. Pour ce qui est de la "reconstruction", objet d'un immense battage publicitaire, seulement 3% de toute l'aide étrangère dépensée au pays ont été consacrés à la reconstruction. Le Canada, pour sa part, a, jusqu'à présent, dépensé plus de 4 milliards de dollars pour sa mission afghane, et 90% de ce montant ont été consacrés à des fins militaires. Une grande partie du reste a été dépensé en contrats aux coûts gonflés artificiellement accordés à des entreprises occidentales faisant preuve de peu ou d'aucune imputabilité. Entre-



temps, depuis le début de l'invasion, le nombre de victimes civiles a augmenté pour atteindre des milliers par année, et ceci est probablement grandement sous-évalué si l'on tient compte des taux effrayants de mortalité infantile et de mortalité liée à la sous-alimentation. La situation des droits de la femme, d'ailleurs, bien que «juridiquement» sanctionnée, reste en réalité aussi grave qu'elle l'était sous le régime taliban. Elle a de plus été aggravée par l'absence totale de sécurité, ce qui a conduit à des viols endémiques.

En terminant, l'un des aspects particuliè-

rement néfaste de la participation du Canada dans cette guerre coloniale criminelle est qu'elle encourage non seulement l'intégration militaire du Canada à la machine de guerre des États-Unis, mais également l'intégration politique et économique de ce pays.

Mais, tout cela ayant été dit et fait, Hillier et Harper peuvent bomber leur petite poitrine et se la frapper fièrement. Ils ont leur petite guerre à eux, et peuvent garder la tête haute à l'endroit où cela est très important : à Washington.■

Le « Comité Manley » : des recommandations pipées d'avance !

Le Collectif Échec à la guerre annonce la tenue d'audiences populaires

Montréal, le 22 janvier 2008.

Le « Comité Manley » livre aujourd'hui ses recommandations au gouvernement conservateur concernant l'intervention militaire canadienne en Afghanistan au-delà du mois de février 2009. Ses cinq membres siègent aux conseils d'administration de plusieurs grandes corporations canadiennes, notamment des entreprises du secteur militaire et pétrolier. Ils représentent les élites économiques et politiques qui ont fait la promotion d'un partenariat approfondi, y compris au niveau militaire, avec les États-Unis. John Manley a présidé le *Task Force on the Future of North America*, qui a recommandé en 2005 l'union économique des États-Unis, du Canada et du Mexique. Derek Burney a fait partie du *Groupe d'action des chefs de direction sur la sécurité et la prospérité nord-américaine*, etc. Les cinq membres du « Groupe d'experts indépendant » – Derek Burney, Pamela Wallin, Paul Tellier, Jake Epp et John Manley lui-même – sont d'abord et avant tout des experts du partenariat stratégique avec les États-Unis.

Sur un enjeu aussi majeur que celui de la guerre, le gouvernement a d'emblée refusé de laisser la parole à la population québécoise et canadienne. Le « Groupe d'experts » n'a tenu aucune

audience publique. Les rencontres qu'il a faites avec certains organismes se sont déroulées à huis-clos, les organismes devant même s'engager à ne rien divulguer des questions ou commentaires des membres du Comité. Le public a pu soumettre des propositions... par Internet, que personne n'a pu consulter jusqu'à aujourd'hui.

Les recommandations qui émanent aujourd'hui du Comité Manley sont aux antipodes des positions d'une forte majorité de Québécois et de Québécoises qui veulent le retrait pur et simple des troupes canadiennes de l'Afghanistan — des positions que ni le *Parti Libéral du Canada*, ni le *Bloc Québécois* ne défendent à Ottawa. Il est donc impérieux que la population québécoise exige que cessent les affres de la guerre et les tergiversations politiciennes.

C'est en vue de contribuer à cet objectif que le *Collectif Échec à la guerre* tiendra, le 9 février prochain, des audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan. Ces audiences auront lieu à Montréal, au Centre St-Pierre, sous la présidence d'honneur de Madame Antonine Maillet.

En 2008, faisons enfin échec à la guerre en Afghanistan ! ■